

Envoyé en préfecture le 25/04/2022

Reçu en préfecture le 25/04/2022

Affiché le

SLO

ID : 001-250102258-20220419-APPROBMODIF1-DE



RAPPORT DE PRESENTATION DES MODIFICATIONS DU DOO PROPOSEES A L'ISSUE DE LA CONCERTATION PUBLIQUE PREALABLE

Notice de lecture

En bleu figurent les modifications du DOO du SCoT envisagées dans le document soumis à la concertation publique préalable

En rouge figurent les modifications proposées en complément à l'issue de la concertation publique préalable.

PARTIE 1 : Valoriser la diversité et la lisibilité du territoire**1.1. La trame verte et bleue**

Valoriser la biodiversité et l'accès aux ressources naturelles

.../...

Page 26. 1.1.5 : Protéger la ressource en eau

.../...

M1 : Modification page 28 afin de prendre en compte les évolutions futures des étiages liées au changement climatique et à l'évolution des glaciers, notamment pour le Rhône

La préservation de la qualité et de la quantité de la ressource en eau souterraine

- Les projets de substitution des captages en nappes par des prélèvements directs en rivière, notamment dans le Rhône, pour certaines activités (agricoles et industrielles notamment) seront étudiés le cas échéant en articulation avec un niveau d'étiage suffisant. Une vision plus large sur l'impact du changement climatique sur les ressources en eau sera prise en compte dans ces projets.

M2 : Modification page 30 par ajout d'une prescription afin d'affirmer le fait que l'avenir du Rhône ne saurait dépendre de l'action et des besoins de chaque riverain mais appelle une gestion globale qui dépasse les usages en mettant au centre l'enjeu de maintien d'un débit assurant les fonctions écologiques de la trame bleue ; qu'au surplus c'est dans le cadre de cette politique prioritaire que doivent s'articuler les usages

Anticiper les besoins d'adaptation face aux évolutions du débit du Rhône

- Le principe de maintien d'un débit compatible avec un bon fonctionnement écologique du cours d'eau doit être affirmé et recherché pour la gestion des barrages ou retenues, y compris en amont du territoire au travers des coopérations avec les territoires situés en amont et indépendamment des usages anthropiques.
- Ce principe s'applique ensuite également pour réguler les prélèvements d'eau de manière prospective pour des activités humaines, agricoles et industrielles. A cette fin les installations qui nécessitent des prélèvements réguliers et de long terme doivent adapter cette quantité en cohérence avec un étiage bas moyen sur les 10 dernières années et prévoir des solutions alternatives en cas de baisse de ce niveau d'étiage pour neutraliser l'impact supplémentaire. La mise en service de nouveaux réacteurs nucléaires en circuit fermé est proscrite.

En cas de projet nucléaire, il devra recourir aux meilleures techniques disponibles et notamment le refroidissement en circuit fermé.

1.2. La trame agricole

Affirmer une économie primaire dynamique et diversifiée

.../...

Page 35 : 1.2.2 : Limiter la consommation d'espaces agricoles

.../...

M3 : Modification page 35 pour organiser des protections fortes de certains espaces agricoles

Étudier l'opportunité de Protéger des espaces agricoles stratégiques et faciliter la reconquête d'espaces à potentiel agricole en lien avec un Projet Alimentaire Territorial (PAT)

Pour gérer les pressions urbaines, des démarches de type ZAP ou PAEN ~~pourront être~~ seront entreprises en concertation avec les agriculteurs dans le cadre d'un Programme Alimentaire Local prévu en 2° partie du DOO

Des espaces périurbains pouvant être exploités en maraichages ou des espaces de prairie enclavés ou partiellement enfrichés pourront notamment être fléchés pour constituer une compensation dans le cadre de la mise en œuvre de projets au travers de la séquence ERC (Eviter, Réduire, Compenser).

.../...

M4 : Modification page 36 pour l'ajustement des objectifs chiffrés de limitation de la consommation d'espace avec la réaffectation de 10 ha résidentiel en « économique » induite par l'incompatibilité d'une ZAC logement avec le PPR

Les besoins fonciers du projet de développement du SCoT BUCOPA

Le SCoT BUCOPA limite la consommation foncière en extension à 768 ha soit 54,9 ha/an entre 2016 et 2030, sur l'ensemble du territoire, soit une réduction drastique de la consommation globale d'espaces agricoles ou naturels par rapport à la période précédente de référence. Cette enveloppe se répartit entre les différentes fonctions urbaines :

- 316-326 ha pour le développement résidentiel et les équipements,
- 452-442 ha pour les parcs d'activités économiques.

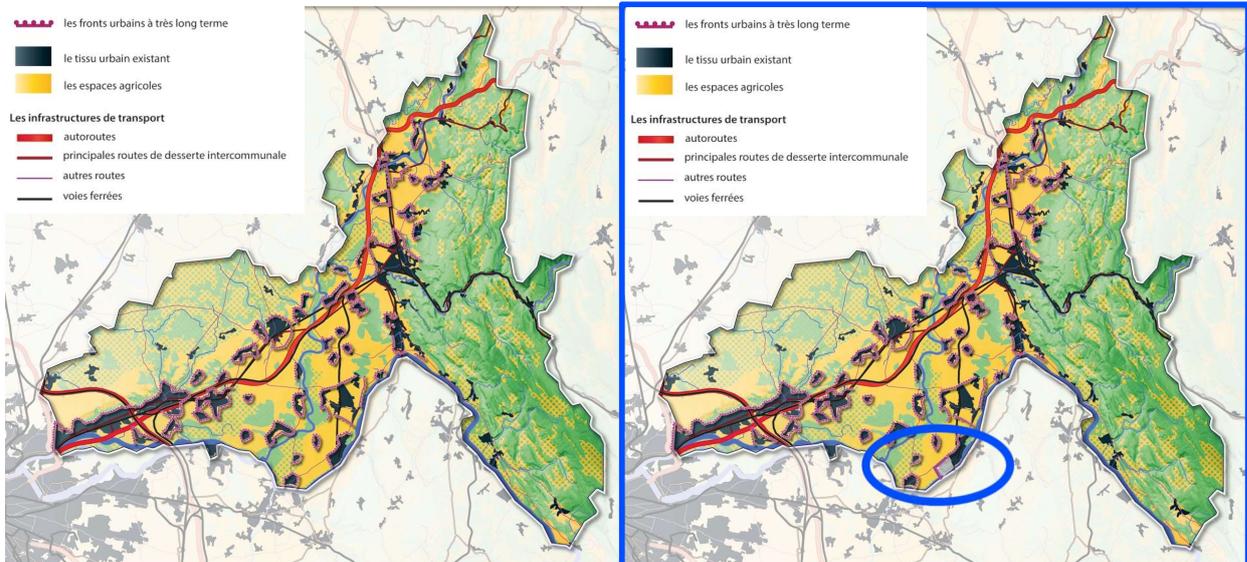
Les collectivités locales, à travers leurs documents d'urbanisme locaux, appliqueront le principe d'économie de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain traduit par le SCoT tout au long du présent document.

.../...

Page 38 : 1.2.4 : Définir les fronts urbains intangibles dans la Plaine de l'Ain

.../...

M5 : Modification page 37 du tracé du front urbain autour de la centrale du Bugey qui est contradictoire avec la prescription renvoyant au PLU le soin de définir les besoins en espaces pour les projets de diversification de la centrale. De plus il semble que le tracé ne prend pas en compte les terrains non bâtis mais aménagés attenants à la centrale et même si l'échelle permet une traduction en compatibilité pertinente pour un projet d'installation nucléaire, il apparaît souhaitable par transparence et sécurité de corriger cette erreur. L'objectif est de contenir visuellement l'urbanisation en deçà de la RD 20.



1.3. La trame urbaine

Développer de nouvelles fonctions dans des cadres de vie différenciés au service des usagers du territoire

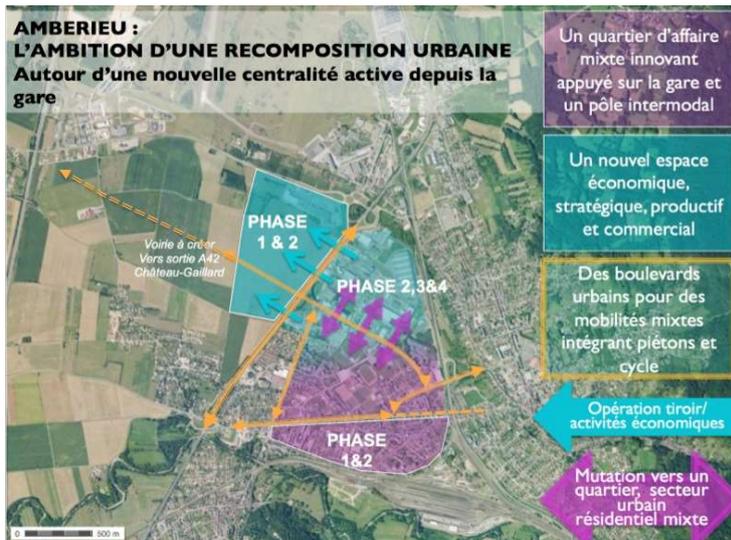
.../...

Page 49 : I-3-2 : Asseoir le rayonnement d'Ambérieu-en-Bugey

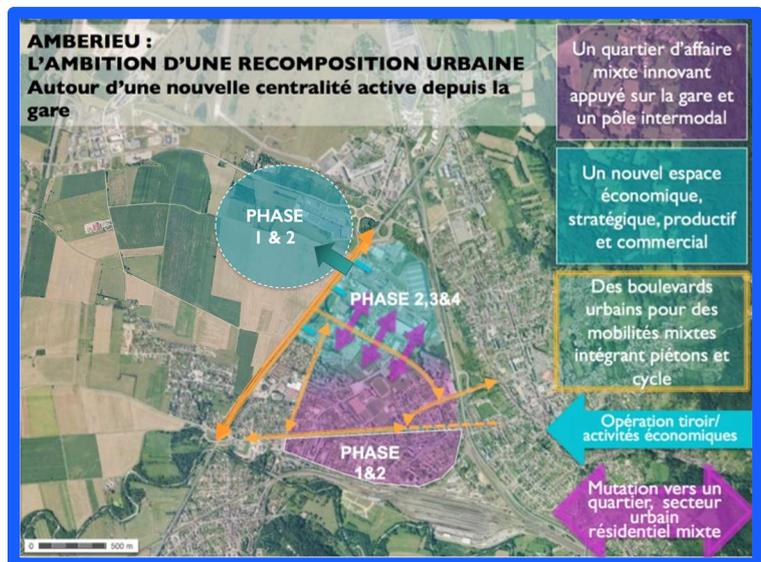
.../...

M6 : Modification page 49 du schéma par suite de la diminution des espaces affectés au développement économique à l'ouest de la RD 1075

AVANT



APRES



PARTIE 2 : Un développement résidentiel attractif et adapté aux défis du XXI^e siècle

2-1 La politique des transports

Renforcer l'armature urbaine et répondre aux besoins de mobilités différenciés

.../...

Page 55 : 2.1.1 : Réaffirmer le rôle clé des infrastructures dans le projet de développement

.../...

M7 : Modification page 56 pour prévoir une solution fret ferré sur la centrale en cas de réalisation du projet EPR

La valorisation du fret ferré et la stabilisation du flux routier

- Les communes traversées par la ligne de chemin de fer Lyon – Ambérieu – Bourg-en-Bresse, sur les tronçons compris entre la sortie est de Béligneux et l'entrée ouest de Meximieux et entre la sortie est de Meximieux et Leyment (via Villieu-Loyes-Mollon et St-Denis-en-Bugey) n'obéreront pas la réalisation potentielle de l'élargissement de la voie ferrée (3^e voie) permettant le dépassement des convois.
- Conformément à la DUP du 28 novembre 2012, les communes traversées par le projet de Contournement Est Ferroviaire de l'Agglomération Lyonnaise (CFAL) n'obéreront pas la réalisation de ce projet dont la vocation est de valoriser le fret ferré et de désengorger le nœud ferroviaire lyonnais pour de meilleures capacités de transports voyageurs.
- Le territoire s'inquiète de l'engorgement possible de la gare d'Ambérieu et des nuisances induites par le raccordement futur du CFAL à la ligne historique. En effet le projet de SCoT fait du quartier gare d'Ambérieu et de la gare d'Ambérieu le secteur stratégique de développement et de liaison directe entre le cœur de notre territoire et la métropole de Lyon. A ce titre la gestion de l'augmentation du trafic Fret engendré par le CFAL ne peut en aucun cas entrer en contradiction avec cette stratégie. Des solutions devront être étudiées le moment venu au travers par exemple d'une déclaration de projet.
- Les communes riveraines n'obéreront pas les possibilités de renforcement de la voie ferrée desservant le Parc Industriel de la Plaine de l'Ain (PIPA) (électrification, remise à niveau des infrastructures ferrées, ...) opération nécessaire à l'horizon SCoT pour le maintien de l'attractivité de ce parc d'activités de rayonnement métropolitain, notamment pour continuer d'accueillir de nouvelles entreprises « embranchées fer » dont l'utilisation de cette infrastructure limitera l'inflation des trafics routiers aux abords de ce site.
- ~~→ Le renouvellement / développement d'installations nucléaires sur le site de la centrale du Bugey nécessitera d'intégrer le renforcement de la voie ferrée pour des solutions fret et le cas échéant, pour le transport des personnes, en fonction des solutions alternatives bus à imaginer.~~
- Le renouvellement / développement d'installations nucléaires sur le site de la centrale du Bugey devra s'accompagner d'une maîtrise de réduction des nuisances liées aux transports routier de fret et de personnes par véhicules individuels. Des études devront être menées pour déterminer les solutions alternatives au transport routier les plus efficaces. Sera notamment étudié, le renforcement de la voie ferrée pour des solutions fret et le cas échéant, pour le transport des personnes, en fonction des solutions alternatives bus à imaginer.

M8 : Modification page 56 pour rappeler les enjeux de concertation et coopération sur le franchissement du Rhône et l'organisation des flux

La fiabilisation des itinéraires routiers

- Les conditions de réalisation de l'aménagement d'un itinéraire bis contournant le village de Loyettes. Des difficultés de franchissement du Rhône ont été identifiées au sud du BUCOPA : le pont de Lagnieu n'est pas suffisamment calibré compte tenu du flux poids lourds, le pont de Loyettes, au calibrage suffisant mais difficilement accessible (traversée du bourg). Par conséquent, cet aménagement devant permettre de pacifier les flux routiers traversant actuellement le bourg de Loyettes par la RD20.

- Une concertation approfondie devra s'engager entre les collectivités des deux rives du Rhône.
- Les collectivités locales porteront le projet de nouvelle sortie au niveau de Leyment sur l'autoroute A42 et préserveront de toute urbanisation dans le document d'urbanisme local le secteur pouvant recevoir l'emprise foncière nécessaire à sa réalisation.

.../...

Page 58 : 2.1.2 : Hiérarchiser les gares

.../...

M9 : Modification page 60 pour prévoir des solutions de TC depuis 2 ou 3 gares structurantes pour desservir la centrale en cas de réalisation d'un projet EPR

La structuration des déplacements autour des gares dans la Plaine de l'Ain

Pour asseoir la hiérarchisation des gares du territoire, il est nécessaire d'améliorer la performance des transports collectifs (temps de parcours, régularités, fréquences, heures de passages, organisation des correspondances) et des modes doux pour ainsi renforcer leur attractivité face au véhicule personnel.

Pour cela, les collectivités locales présentes ou dont le champ d'action s'étend sur la Plaine de l'Ain :

- Limiteront les possibilités de mutation des infrastructures ferrées, exploitées ou non, afin de préserver, sur le long terme, le potentiel d'utilisation de ces infrastructures. Les opérations urbaines mobilisant des friches situées à proximité des voies ferrées prendront en compte les contraintes liées à l'évolution de l'infrastructure (distances, usages, sécurités...),
- Réserveront dans leurs documents d'urbanisme locaux les emprises foncières nécessaires à l'amélioration des conditions de report modal autour des gares,
- Sécuriseront les traversées et les cheminements piétons aux abords des gares TER pour limiter le report automobile de très courte distance,
- Mettront en œuvre des études portant sur la faisabilité d'un transport collectif routier desservant mieux le Parc industriel de la Plaine de l'Ain. L'adaptation de lignes existantes, notamment départementales, pourra constituer un élément de réponse **de même que le dispositif ci-après.**

La desserte du PIPA et de la centrale du Bugey en rabattement de gares structurantes en cas de réalisation d'un projet EPR

La réalisation du projet d'installation d'une paire d'EPR, compte tenu des flux attendus de personnes pour travailler sur site, est conditionnée à la mise en place de solutions de transports collectifs cadencés depuis et vers les gares de :

- Montluel
- Meximieux avec desserte du PIPA
- Ambérieu avec desserte du PIPA

Le projet devra s'accompagner d'une gestion optimisée des accès au site pour les salariés et travailleurs avec la mise en place de solutions de transports collectifs. Dans cette perspective le rabattement vers les gares d'Ambérieu, Montluel et Meximieux sera notamment étudié.

2-2 Les territoires et le changement climatique

Produire un aménagement et un tourisme durable

.../...

Page 76 2.2.1 : Accroître la place de la nature en ville

.../...

M10 : Modification page 76 pour systématiser l'emploi coefficient de biodiversité ou de surfaces éco-aménageables dans les documents d'urbanisme pour favoriser la biodiversité en ville, lutter contre les îlots de chaleur, et améliorer la gestion des ruissellements

Favoriser la mise en œuvre d'une trame écologique

- La mise en œuvre de la trame verte et bleue à l'échelle du SCoT doit également être poursuivie dans le tissu urbain. Les espaces constitutifs de la TVB du SCoT, inclus en milieu urbain, seront à préserver suivant les modalités définies dans la Partie I du présent DOO. En outre, les documents d'urbanisme locaux devront prévoir de conforter ce réseau en créant des liaisons écologiques urbaines (cœurs d'îlots végétalisés, alignements d'arbres, bassins de rétention paysagers, ...)
- Les documents d'urbanisme locaux préserveront les espaces constituant la trame verte urbaine en les définissant précisément dans leur plan de zonage. Par ailleurs, leurs règlements détermineront les occupations et les utilisations du sol qui pourront être admises dans ces espaces constitutifs de la trame verte et bleue urbaine, ceci afin de veiller au maintien de leur fonctionnalité écologique.
- Afin de renforcer cette trame verte urbaine, les PLU mettent en place des coefficients de biotope intégrant une proportion significative de pleine terre pour les espaces non construits mais aussi d'autres modes d'aménager pour les espaces de circulation notamment afin de développer la biodiversité en ville, lutter contre les îlots de chaleur, et améliorer la gestion des ruissellements.

Le Coefficient de Biotope par Surface décrit la proportion des surfaces favorables à la biodiversité (surface éco-aménageable) par rapport à la surface totale d'une parcelle. Il est défini suivant le type de surface en fonction des objectifs de biodiversité, d'adaptation au changement climatique, d'infiltration des eaux pluviales et de maîtrise des ruissellements au regard du contexte local qui permettra de déterminer certains coefficients selon les secteurs :

- Les surfaces de pleine terre sont prises en compte à 100 % (un sol non artificialisé impliquant que les racines des arbres puissent s'enfoncer sans limite dans le sol, que l'eau pluviale puisse s'infiltrer afin d'éviter les ruissellements, les transferts de pollution et limiter les risques d'inondation, et que le couvert végétal puisse se développer au profit de la biodiversité et de la lutte contre la chaleur ;
- Les espaces verts sur dalle disposant d'une épaisseur de terre végétale (de 80 cm minimum) qui contribuent à la perméabilité écologique et à la lutte contre les îlots de chaleur peuvent être aussi pris en considération pour un % de leur surface moindre à déterminer par le PLU ;
- Les surfaces perméables avec végétation pouvant le cas échéant accueillir du stationnement (ex. dalle-gazon, evergreen ...) peuvent être aussi pris en considération pour un % de leur surface encore moindre à déterminer par le PLU ;
- Les murs ou toitures végétalisées (ex. façade aveugle) qui contribuent à la perméabilité écologique et à la lutte contre les îlots de chaleur peuvent également être prises en considération, voire les surfaces perméables sans végétation (ex. revêtement drainant) au titre de la gestion hydraulique ;

- Dans les opérations d'aménagement, en extension ou en renouvellement urbain, les documents d'urbanisme locaux et orientations d'aménagement devront prescrire des mesures favorisant la mise en place d'une gestion des espaces verts cohérents avec les autres actions prévues dans le SCoT (réduction des pollutions notamment).

.../...

Page 77 2.2.2 : Améliorer la performance énergétique des bâtiments.../...

.../...

M11 : Modification page 78 pour organiser la désimperméabilisation dans la perspective de lutte contre l'artificialisation posée par la loi Climat et Résilience

Page 78 : insérer un nouveau 2.2.3 : favoriser la désimperméabilisation

Organiser la désimperméabilisation des espaces publics

Les collectivités mettent en œuvre des actions de désimperméabilisation des espaces publics :

- Pour ceux dédiés aux activités récréatives, en augmentant les espaces plantés en pleine terre
- Pour ceux dédiés aux espaces de stationnement, le cas échéant ceux affectés aux circulations douces, ou d'espaces interstitiels, en mettant en place des solutions de revêtement drainants et en augmentant les plantations d'arbres de hautes tiges, de buissons en alignement ou en bosquets en fonction de l'espace.

Favoriser la désimperméabilisation des espaces de stationnement des équipements commerciaux et des zones d'activités existantes

Les collectivités favorisent la désimperméabilisation au-delà de l'instauration de coefficients de biotope pour les nouvelles constructions ou aménagement en différenciant le cas échéant les règles de constructibilités permettant des évolutions de l'existant en contrepartie de cette désimperméabilisation.

Recommandation :

Elles mènent également des actions de sensibilisation vers les acteurs économiques ou animent des actions mutualisées pour obtenir des subventions pour aider à la réalisation des projets.

.../...

Page 81 : 2.2.5 devenu 2.2.6 Prévenir l'exposition aux risques et aux nuisances

.../...

[Encadrer l'exposition aux risques naturels](#)

.../...

M12 : Modification page 82 pour renforcer la mise en œuvre du PGRI et affirmer pratiquement le fait de ne pas exposer plus de personnes ou de biens aux risques

Le risque inondation

- Les communes couvertes ou non par un PPRI, devront s'assurer de la sécurité des personnes exposées aux risques d'inondation, et limiteront la vulnérabilité des biens et des activités. Elles devront donc prendre en compte les risques d'inondation par crues lentes et rapides (liés au Rhône, à l'Ain et à l'Albarine) en amont de l'élaboration de leur document d'urbanisme en n'augmentant pas la population en zone d'aléa fort (zone rouge et marron des PPRI) **et en prenant en compte les évolutions prévisibles des risques pour les autres zones :**
 - dans le cadre de la mise en œuvre de son projet, le SCoT privilégie un rapport de proportionnalité entre intensification urbaine et niveau de risque (hors zone rouge). Cette modulation s'appuie sur : le maintien nécessaire des espaces permettant le laminage de crues, le niveau et les caractéristiques du risque connu **y compris le risque prévisible**, les secteurs de développement définis par le SCoT, les résultats d'études de réduction de la vulnérabilité (notamment l'aggravation des situations en rive opposée et/ou à l'aval),
 - **A cette fin sont abandonnés les projets d'extension des Batterses, le projet de ZAC Habitat sur Pont-d'Ain et pour partie le projet de zone d'activité dit de « Pont Rompu ».**
 - dans les zones inondables, la résilience de l'urbanisation existante sera recherchée, afin de limiter l'impact de l'inondation et faciliter la reprise d'un fonctionnement normal (matériaux de construction spéciaux, faible imperméabilisation, usage adapté des pieds d'immeuble, ...) **à condition de ne pas permettre l'augmentation de la population exposée aux risques actuels ou prévisibles.**
- D'autre part, la bonne mise en œuvre par les documents d'urbanisme locaux des dispositions de bonne gestion des eaux favorisera la poursuite de ces objectifs (restauration de l'hydrosystème et de son bon écoulement, « zones tampons », infiltration, ...)
- Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Gestion des Risques Inondation Bassin Rhône-Méditerranée et du Plan Rhône, ainsi que du SAGE de la Basse Vallée de l'Ain, les collectivités locales veilleront à la préservation des zones d'expansion des crues identifiées sur le territoire sur le cours amont du fleuve Rhône, et sur le cours de l'Albarine (affluent de l'Ain), afin de ne pas aggraver l'aléa « inondation » et de ne pas créer de nouvelles situations de risques. Ces ZEC sont :
 - Pour le Rhône :
 - Le Parc de Miribel Jonage,
 - La rivière d'Ain et ses affluents,
 - Et de la Confluence Rhône / Ain (à Loyettes),
 - Le lit majeur de l'Ain,
 - Les principales zones d'expansion de l'Albarine.
 - Le Buizin (préservation de la digue rive gauche sur les communes de Vaux-en-Bugey, Ambutrix et St Denis-en-Bugey)
- La mise en œuvre de la Trame verte et bleue définie précédemment concourt également à la prévention de l'aggravation du risque inondation, en veillant à la maîtrise des ruissellements et au maintien des zones d'expansion des crues existantes (identifiées pour la plupart comme zones humides).
 - **La désimpermeabilisation des berges sera recherchée de même que la restauration écologique de ces berges et constitueront une action privilégiée de compensation dans le cadre de la mise en œuvre de projets au travers de la séquence ERC (Eviter, Réduire, Compenser)**

.../...

[Prévenir l'exposition aux risques technologiques](#)

.../...

M13 : Modification page 83 pour prendre en compte les évolutions possibles des installations nucléaires au regard des risques

Le risque nucléaire

Autour de la Centrale du Bugey est défini un rayon de 2 km, le périmètre de la phase réflexe, dans lequel :

- le développement de l'urbanisation doit être maîtrisé,
- la capacité d'accueil des établissements publics doit être maintenue pour éviter l'accroissement des populations potentiellement exposées,
- aucun nouvel établissement public ne peut être construit.

Dans le cas de la réalisation d'un nouveau projet d'EPR 2, un nouveau PPI (Plan Particulier d'intervention) sera établi.

Dans le cas de réalisation d'un nouveau projet EPR 2, et si un nouveau PPI (Plan Particulier d'intervention) est établi, les documents d'urbanisme veilleront à ne pas rendre plus difficile l'accessibilité au site en cohérence avec le PPI.

C'est pourquoi le SCoT prévoit l'amélioration

- Sur le plan des infrastructures des conditions d'accès avec le contournement de Loyettes et l'étude d'un projet nouveau barrage /pont porté par le CNR.
- Sur le plan des mobilités avec des solutions TC notamment en de rabattement vers les gares pour éviter les surcharges routières (cf. prescription « La desserte du PIPA et de la centrale du Bugey en rabattement de gares structurantes en cas de réalisation d'un projet EPR » sous l'objectif hiérarchiser les gares)

2.3 La politique de l'habitat

Produire des logements de qualité, diversifiés et accessibles pour valoriser les ambiances et les modes de vie pluriels

.../...

Page 89: 2.3.2 Organiser la mixité sociale et générationnelle

.../...

M14 : Modification page 89 pour prendre en compte les besoins de logements spécifiques pendant les grands chantiers

La diversification de l'offre résidentielle

Le SCoT souhaite diversifier son parc résidentiel, à la fois à l'échelle de son territoire, mais aussi au sein même des établissements de coopération intercommunale et des pôles urbains identifiés ci-avant, ceci afin de répondre aux besoins en logements inhérents à tous les âges de la vie et à la diversité des revenus :

- ➔ Offrir plus de petits logements (T1 à T3), et de logements spécifiques en milieu urbain ou dans les petits bourgs et en (petits) collectifs pour les personnes âgées, jeunes, seules ou en situation de handicap ou de dépendance, qui ont besoin de la proximité des services présents en ville et des transports en commun. Ainsi, le SCoT acte en faveur de la mixité intergénérationnelle.
- ➔ Limiter les grandes opérations de lotissements qui créent l'éloignement des centres, mais plutôt diversifier et densifier les opérations : les opérateurs (public/privé), le type de produits (accession/locatif, individuel/collectif), la taille (nombre et taille des logements), la localisation (cœur/périphérie), la nature (construction neuve/réhabilitation), les formes employées (individuels, semi-collectifs, individuels en bande, logements intermédiaires, ...)
- ➔ Permettre le maintien à domicile des personnes âgées, en développant les services à la personne et de santé adaptés : maison de santé, portage de repas, assistance à la personne, ...
- ➔ Permettre le logement de moyen terme (mois/année) pour les personnes travaillant de manière temporaire sur les grands chantiers en permettant l'implantation de foyer de travailleurs et de résidences hôtelières adaptées

Partie 3 : Un schéma d'aménagement économique pour valoriser nos savoir-faire et l'innovation et renforcer ainsi le poids économique du BUCOPA

3.1. Organiser le développement des activités économiques dans des espaces de qualité

.../...

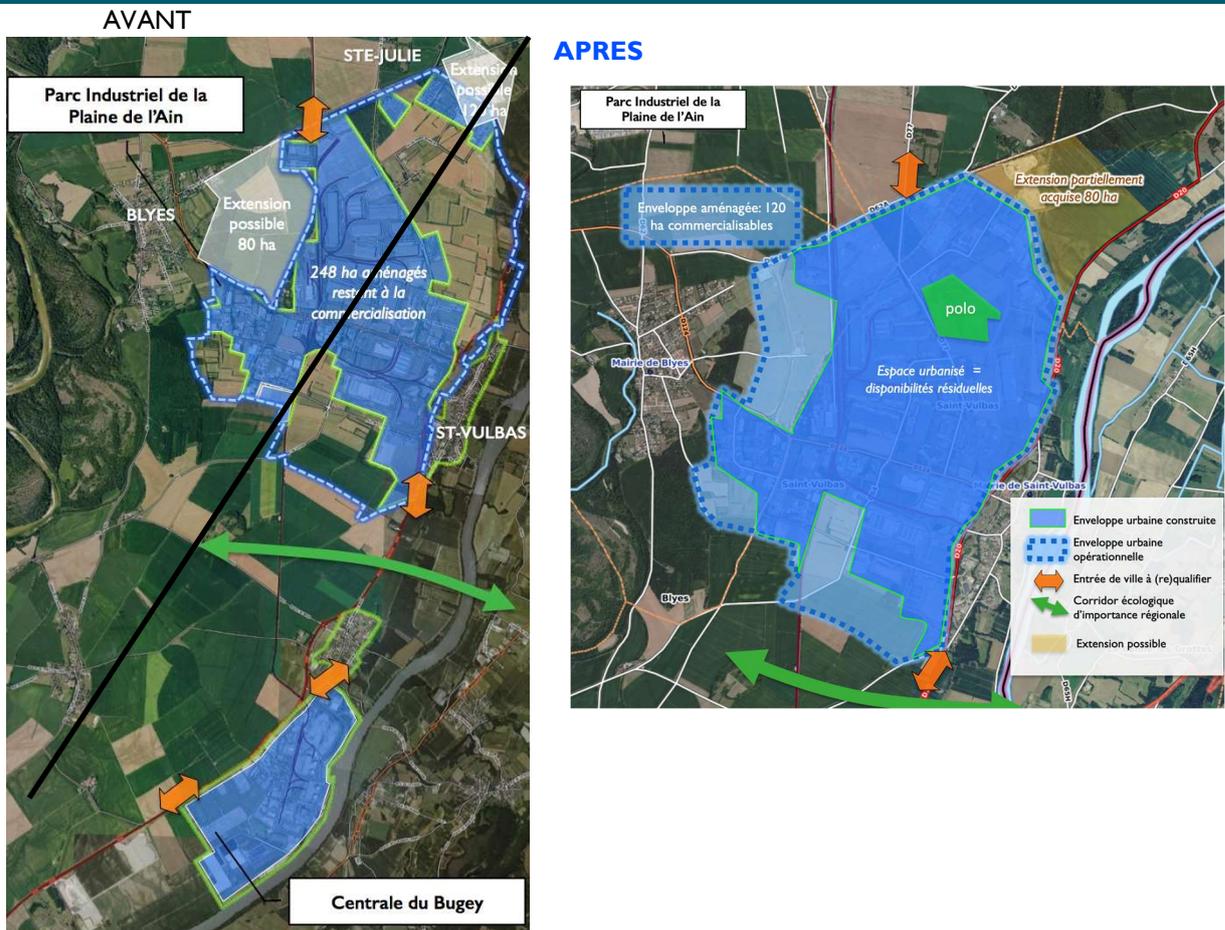
Page | 15 : 3.1.2 : Développer les parcs spécialisés en lien avec des projets ou atouts spécifiques identifiés

.../...

Les équipements d'intérêt métropolitains

Accompagner le développement du PIPA à court, moyen long terme

M15 : Modification page 116 pour corriger les erreurs matérielles sur l'occupation des sols de la carte du PIPA et le texte y afférent mais aussi pour développer le photovoltaïque sur les espaces neutralisés par le PPRT



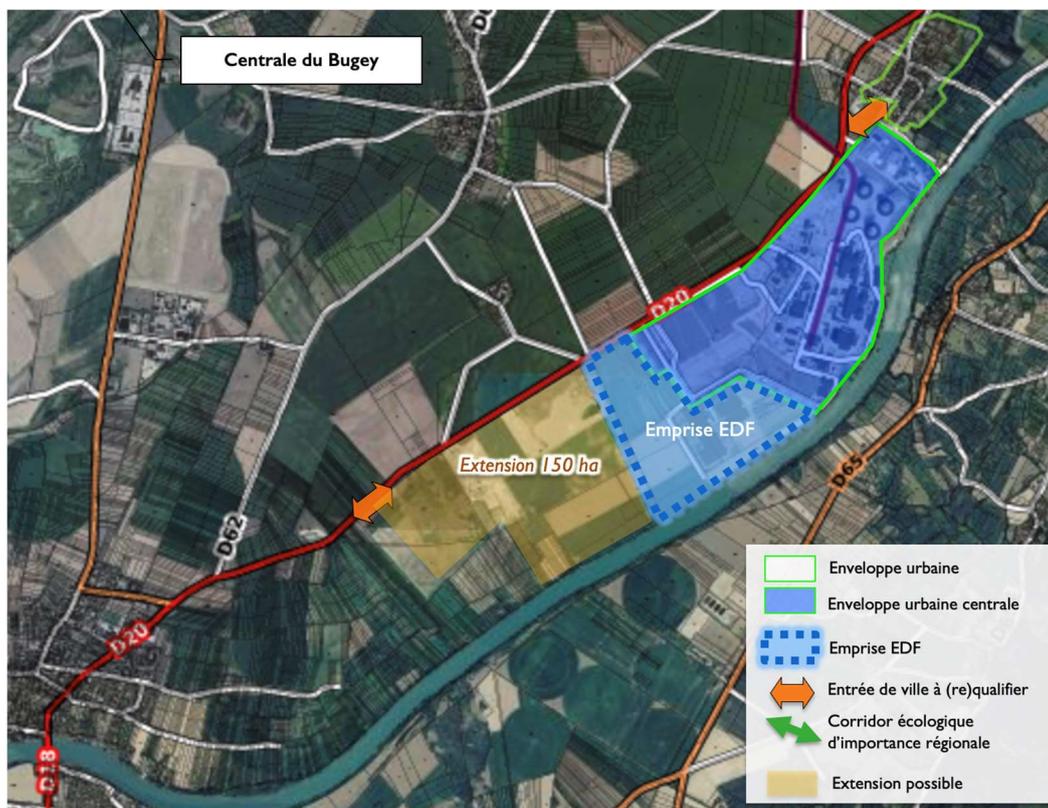
.../...

- ➔ La politique menée par le PIPA permettant aux agriculteurs d'exploiter l'espace jusqu'à l'installation des entreprises sera poursuivie afin de maîtriser la consommation d'espace qui est évaluée d'ici à 2030 à environ 150 ha (maintien du rythme moyen actuel de 10 ha/an) sur le potentiel disponible de 248 ha actuellement directement commercialisable.
- ➔ Sur le court terme, la mise en œuvre du Plan de Prévention des Risques Technologiques en 2016 pourrait impacter l'organisation du parc implique de neutraliser certains espaces pour lesquels des usages compatibles avec le PPRT doivent être trouvés. Il peut s'agir soit du maintien en exploitation agricole s'ils sont appropriés, soit de développer la production d'énergie photovoltaïque. Dans ce cadre, la neutralisation de certains espaces pourtant actuellement commercialisables mais exploités par les agriculteurs pourrait être envisagée. De même, une extension de substitution pourra être mise en œuvre dans des conditions analogues de gestion avec l'agriculture.

.../...

La centrale du Bugey

M16 : Modification page 117 pour prévoir dans le SCoT le cadre de l'évolution de la centrale pour une énergie décarbonée et pour l'amélioration des savoirs faire de la filière et de l'écosystème économique local

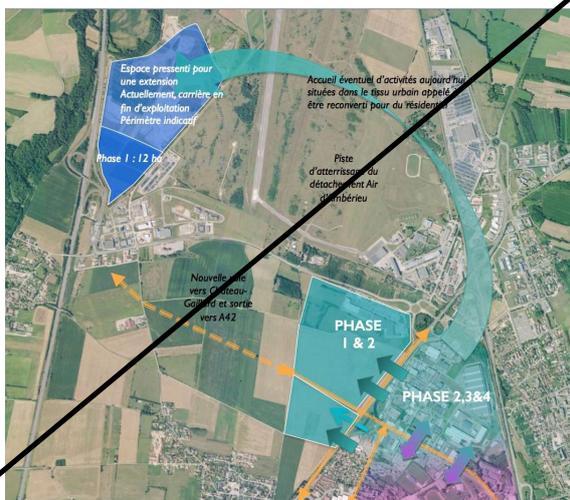


- Le développement urbain et les aménagements situés à proximité de la Centrale ne doivent pas rendre plus difficile la mise en œuvre des plans particuliers d'intervention.
- Le document d'urbanisme local veillera à permettre l'implantation de nouvelles installations éventuelles visant à développer de nouveaux services innovants associés.
- Il s'agit de prendre en compte les possibilités d'implantation de nouveaux équipements et installations nucléaires dans le cadre des décisions à prendre pour la mise en œuvre des objectifs de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) approuvée par le décret 2020-456 du 21 avril 2020. Dans le cadre d'un choix d'un mix énergétique ramené à 50% dans la production à 2035, l'implantation de plusieurs paires d'EPR est nécessaire à cet objectif et le site du BUGEY constitue une implantation possible.
- Les scénarios de RTE Futurs énergétiques 2050 montrent la nécessité de disposer massivement de moyens de production d'électricité décarbonée à l'horizon 2050. Ils révèlent également que les scénarios les moins coûteux, les moins risqués et les plus résilients sont ceux basés sur un mix équilibré reposant sur des moyens de production électronucléaire et des énergies renouvelables. Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique énergétique par l'Etat, le site de Bugey constitue une implantation possible pour une paire d'EPR2 afin de contribuer à l'atteinte des objectifs de neutralité carbone
- Dans le cadre de la démarche « Eviter, Réduire, Compenser »,
 - Le SCoT évite de consommer plus que ce qui est actuellement prévu en privilégiant une meilleure gestion des risques inondations (suppression des Batterses de de la zone exposée de Pont-d'Ain), une meilleure gestion des nappes, des ruissellements et de l'agriculture (réduction des surfaces notamment sur la Plaine de l'Ain) et en permettant aux Communautés de communes de rationaliser l'offre ;
 - Le SCoT conditionne la réalisation du projet d'une paire d'EPR à mise en œuvre d'une solution de transport collectif depuis les gares de Montluel, Meximieux, et Ambérieu (cf. prescription ci avant).
 - Le SCoT conditionne la réalisation du projet d'une paire d'EPR à une gestion optimisée des accès au site pour les salariés et travailleurs avec la mise en place de solutions de transports collectifs. Des études de flux devront permettre de déterminer les zones de desserte multimodales les plus adaptées ;
 - Le SCoT renforce la vigilance au regard des étiages par la prescription « Anticiper les besoins d'adaptation face aux évolutions du débit du Rhône » qui régule les prélèvements de manière prospective ;

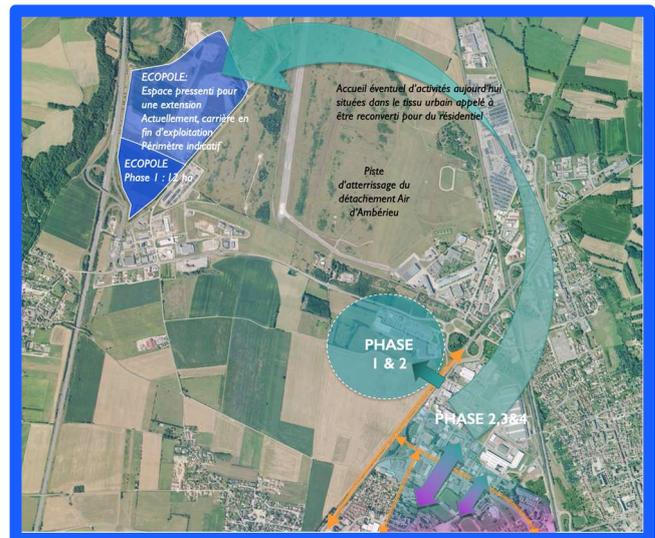
- Le SCoT intègre à la fois,
 - Le recours à des matériaux issus des carrières locales actuelles et futures afin de minimiser les flux routiers
 - L'innovation portée pour les matériaux de construction et la déconstruction (pour les tranches actuelles à déconstruire) de ces filières locales et régionales ;
- Le SCoT interdit l'ouverture de carrière en eau et prescrit leur réversibilité pour l'agriculture
- La carrière en eau pourrait être arrêtée avant la fin de l'exploitation au bénéfice de carrière à proximité conforme aux exigences du SCoT.
- ~~En cas d'implantation de nouvelles installations nucléaires, le SCoT conditionne le choix de la hauteur et en conséquence du nombre de tours de refroidissement à une concertation publique avec les habitants pour œuvrer à la meilleure insertion paysagère dans le cadre d'un périmètre intégrant les vues les plus éloignées~~
- En cas d'implantation de nouvelles installations nucléaires, le SCoT renvoie le choix de la hauteur et en conséquence du nombre de tours de refroidissement à la concertation avec les habitants pour œuvrer à la meilleure insertion paysagère dans le cadre d'un périmètre intégrant les vues les plus éloignées
- Dans le cadre d'un projet opérationnel aboutissant à l'autorisation d'installation nucléaire, le SCoT flèche d'ores et déjà une compensation préférentielle de reconquête agricole et de gestion sylvicole sur un ou plusieurs secteurs pour environ 150 ha.
- La protection de la berge du Rhône devra également être accompagnée d'actions de renaturation et de gestion concourant au bon fonctionnement écologique et hydrologique.

M17 : Modification page 118 pour modifier le schéma associé au projet de l'écopôle par suite de la réduction de la zone d'activité d'Ambérieu en Bugey

AVANT



APRES



M18 : Modification page 118 pour modifier le tableau des surfaces en prenant en compte l'extension de 150 ha et une erreur matérielle concernant l'addition de valeurs inadaptées pour le pôle ferroviaire dans le SCoT approuvé

AVANT

programmation du SCoT	à échéance SCoT					
	Renouvellement des espaces déjà imperméabilisés sans consommation d'espace	consommation sur disponibilités commerciales	projets en extension de l'enveloppe urbaine	consommation foncière comptabilisée pour le SCoT	renouvellement en phase 2 au-delà de l'échéance SCoT	projet en extension de l'enveloppe urbaine au-delà de l'échéance SCoT
Action 2						
Secteurs de projet						
P.I.P.A.		150		150		200
Transpols (Fromentaux)	80			0	40	
Pôle ferroviaire (ESCAT)	33		15	48		
Pôle éco-aménagement			12	12		28
Total	113	150	27	210	40	228

erreur matérielle dans le DOO sur ESCAT 33 ha de l'enveloppe ajoutés par erreur

APRES

programmation du SCoT	à échéance SCoT					
	Renouvellement des espaces déjà imperméabilisés sans consommation d'espace	spécificité aménagés dispo commerciales	projets en extension de l'enveloppe urbaine	consommation foncière comptabilisée pour le SCoT	renouvellement en phase 2 au-delà de l'échéance SCoT	projet en extension de l'enveloppe urbaine au-delà de l'échéance SCoT
Secteurs de projet						
P.I.P.A.			150	150		200
Transpols (Fromentaux)	80			0	40	
Pôle ferroviaire (ESCAT)	33		11	11		
Pôle éco-aménagement			12	12		28
Total	113	150	161	161	40	228

M19 : Modification page 119 pour consolider et réécrire les objectifs 3.1.3 et 3.1.4 sous le titre Faciliter l'irrigation économique du territoire en anticipant sur les besoins de l'éco-système industriel notamment liés aux axes de grand flux mais aussi à ceux de l'artisanat. Il s'agit de permettre aux CC de mieux gérer leur offre économique dans une enveloppe commune aux parcs grands flux et artisanaux pour la rationaliser, faciliter l'opérationnalité et la mise en œuvre de la séquence ERC à l'échelle PLU et Projet. A cette fin le fléchage des extension des parcs grands flux est supprimé et la consommation foncière maîtrisée dans la perspective posée par la loi Climat et Résilience

Page 120 : 3.1.3 : Développer, requalifier, réorganiser, optimiser les parcs « grands flux »

Page 127 : 3.14. : Organiser l'irrigation artisanale et le confortement des entreprises existantes

Remplacer par

Page 120 : 3.1.3 : Faciliter l'irrigation économique du territoire en anticipant sur les besoins de l'éco système industriel notamment liés aux axes de grand flux mais aussi à ceux de l'artisanat

Au-delà des pôles spécialisés cités ci-avant, l'objectif du SCoT BUCOPA est d'accompagner les mutations et besoins des entreprises

- ☞ en haussant le niveau de service et en améliorant la qualité des Parcs de l'axe grand flux autour des infrastructures autoroutières en lien avec les pôles urbains structurants,
- ☞ en favorisant l'irrigation artisanale et l'évolution des entreprises isolées

~~L'objectif est de requalifier et développer ces parcs dans le cadre long terme des fronts urbains qui sont, soit matérialisés par le SCoT vis-à-vis des espaces agricoles, soit matérialisés par les infrastructures autoroutières elles-mêmes.~~

~~La question a été posée de mobiliser une quarantaine d'hectares sur le secteur de l'échangeur du Hameau des Échets à Miribel. Si ce site est effectivement stratégique et pourrait à terme être réétudié, le SCoT met en place une mesure conservatoire d'attente dans le cadre des objectifs suivants :~~

- ~~• ne pas prendre une position hâtive sur un secteur à fort enjeu pour l'agriculture,~~
- ~~• permettre l'étude et la mise en œuvre d'une stratégie pour l'évolution et l'amélioration de la qualité de vie sur le hameau des Échets,~~
- ~~• pouvoir considérer les impacts des projets limitrophes sur Rillieux-la-Pape et Mionnay afin de mieux définir les activités qui pourraient le cas échéant être implantées et mesurer le bilan coût/avantage d'un tel développement,~~
- ~~• réaliser l'étude de l'évitement de la circulation dans le Hameau (enjeu de déviation) et la mise en place de mesures conservatoires le permettant.~~

Les documents d'urbanisme doivent anticiper les besoins en termes d'aménagement des parcs à vocation économique au travers d'orientations d'aménagement et de programmation et/ou de plans de déplacements dans leur règlement, afin d'affirmer la qualité et la vocation des activités pouvant s'y installer.

Ils doivent également permettre notamment au travers des OAP et du règlement d'optimiser les gisements fonciers en fonctions des types d'activités admises dans la zone, notamment au regard des exigences de sécurité et de circulation fonctionnelle pour les bâtiments industriels.

Il s'agira particulièrement de favoriser la densité et la mutualisation des parkings pour les très petites entreprises artisanales et les activités de service.

Intégration du contenu de l'ex 3.1.3 parc grands Flux

Les Parcs grand flux

Si le territoire dispose d'espaces d'activités attractifs car situés à proximité des axes de flux et des services liés à ces pôles urbains, ils sont en revanche souvent peu lisibles. Il s'agit d'améliorer leur qualité sur cet axe grand flux autour des infrastructures autoroutières.

L'objectif est de les requalifier et/ou de développer ces parcs dans une perspective long terme de fronts urbains lisibles et cohérents vis-à-vis des espaces agricoles mais aussi vis-à-vis des infrastructures autoroutières elles-mêmes pour améliorer la lisibilité de ces façades urbaines.

Modification des schémas :

Les projets non commencés ne sont plus cartographiés afin de laisser au CC le soin d'organiser leur développement économique.

Seuls sont mentionnés en hachuré, les projets réalisés depuis l'approbation du SCoT et qui constituent une consommation d'espace puisque prévus comme tels par le SCoT lors de l'approbation.

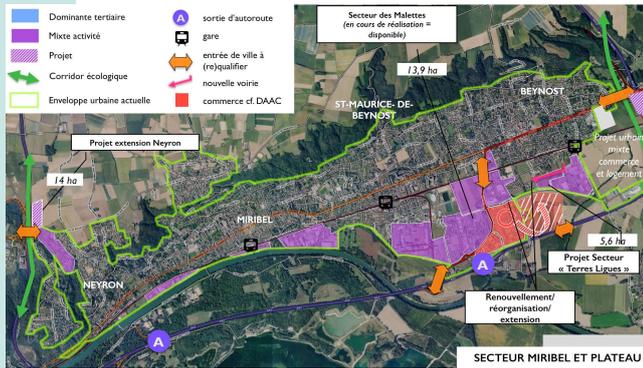
La capacité foncière des collectivités sera encadrée par :

- Les surfaces maximales allouées par CC dans le tableau final récapitulatif à la fin de l'orientation*
- L'enveloppe urbaine 2017 inchangée qui constitue la base pour la consommation d'espace*

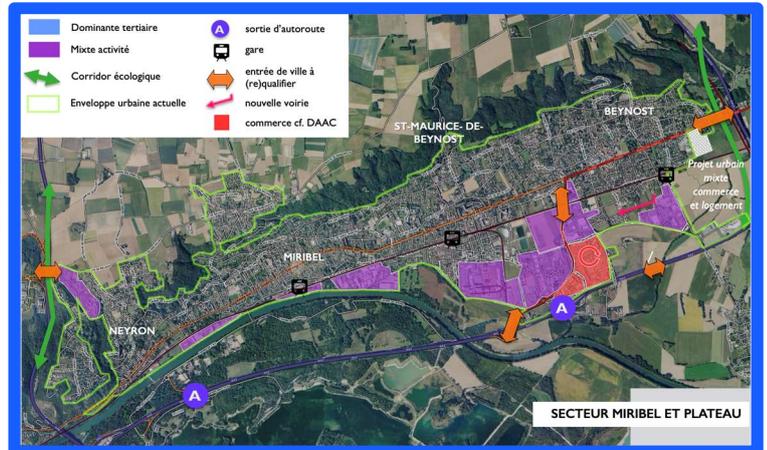
Les objectifs et les prescriptions écrites et cartographiées concernent des objectifs qualitatifs pour le mode d'aménagement.

Miribel et Plateau

AVANT



APRES :



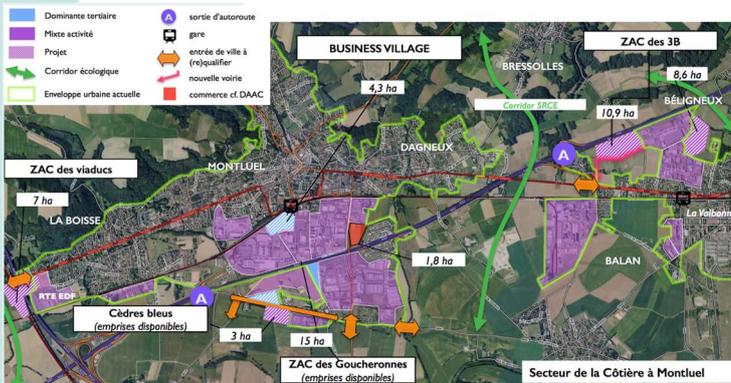
Les documents d'urbanisme mettent en œuvre la réorganisation de leur offre en augmentant la qualité environnementale fonctionnelle et paysagère de l'existant (cf. également 3-1-5 ci-après), en prévoyant le cas échéant des extensions utilisant notamment les extensions identifiées sur la carte et en confortant les vocations et objectifs légendés et/ou précisés ci-après :

- ➔ **Prévoir en cas de** prolongement au nord du Parc de Neyron à vocation mixte artisanat et tertiaire à destination des PME / PMI sur des lots moyens et petits :
 - La réalisation d'une lisière éco-paysagère pour conforter le corridor sous l'autoroute et la transition agroenvironnementale à l'est,
 - La qualification de l'entrée de ville dont l'urbanité est accentuée avec le développement nord du parc et le mode d'aménagement valorisant la lisibilité et de la cohérence des deux « parcs ».
- ➔ **Conditionner le** prolongement du secteur d'activité « Terres Lignes » par la création d'une nouvelle voirie qui pourrait rejoindre la connexion viarie reliant les espaces d'activités mixtes dans le cas où la réorganisation de l'espace commercial permettrait une gestion autonome de ses propres flux.
- ➔ ~~La zone commerciale de Beynost dite « des Batterses » connaît des difficultés grandissantes (baisse régulière du chiffre d'affaires des points de vente) dues aux difficultés de fonctionnement viarie et à l'inadaptation des produits aux nouvelles attentes des consommateurs.~~
 - ~~L'objectif est de réinventer ce parc et implique une complète requalification / réorganisation / desserrement des enseignes nécessitant un nouvel espace de 20 ha maximum pour une transformation intégrant une gestion environnementale et paysagère plus qualitative : le périmètre permettra de définir le cas échéant des secteurs inconstructibles à l'échelle de l'ensemble de l'espace, des modalités efficaces de gestion du PPRI. Actuellement, ce secteur d'extension se trouve en grande partie en zone rouge du PPRI. L'urbanisation de celui-ci est donc conditionnée à la levée ou à l'aménagement de cette servitude.~~
 - ~~Les conditions plus précises de réalisation de ce parc sont spécifiées dans le DAAC du présent DOO.~~
- ➔ **Prévoir la réorganisation et requalification** des parcs d'activités du secteur de la porte 5 intégrant la zone commerciale des Batterses, au travers d'un plan d'actions et d'aménagement intercommunal intégrant les enjeux de mobilités, de qualité, de réutilisation friches, de réorganisation foncière, de gestion environnementale et énergétique, que les PLU traduiront.
- ➔ **Utiliser prioritairement** les espaces enclavés dans l'enveloppe urbaine ainsi redéfinie en mettant en œuvre une gestion du risque inondation préservant les espaces non artificialisés aux abords du canal du Rhône ~~auront vocation soit à être utilisés prioritairement~~ avant tout autre projet d'extension y compris hors échéance SCoT. S'ils s'avèrent impropres à un usage d'activité, ils pourront soit être valorisés comme espaces de respiration récréatifs, soit comme espaces de gestion du risque inondation.
- ➔ **Le secteur de l'échangeur du hameau des Échets à Miribel, considéré comme stratégique par les opérateurs économiques et pourrait à terme être étudié, dans le cadre des conditions suivantes :**
 - Réaliser une étude agricole pour mieux évaluer les impacts sur les exploitations et évaluer la faisabilité en fonction des besoins de compensation,
 - Mettre en place après étude, une stratégie pour l'évolution et l'amélioration de la qualité de vie sur le hameau des Échets,
 - Considérer les impacts des projets limitrophes sur Rillieux-la-Pape et Mionnay afin de mieux définir les activités qui pourraient le cas échéant être implantées et mesurer le bilan coût/avantage d'un tel développement,
 - Réaliser l'étude de l'évitement de la circulation dans le hameau (enjeu de déviation) et la mise en place de mesures conservatoires le permettant.

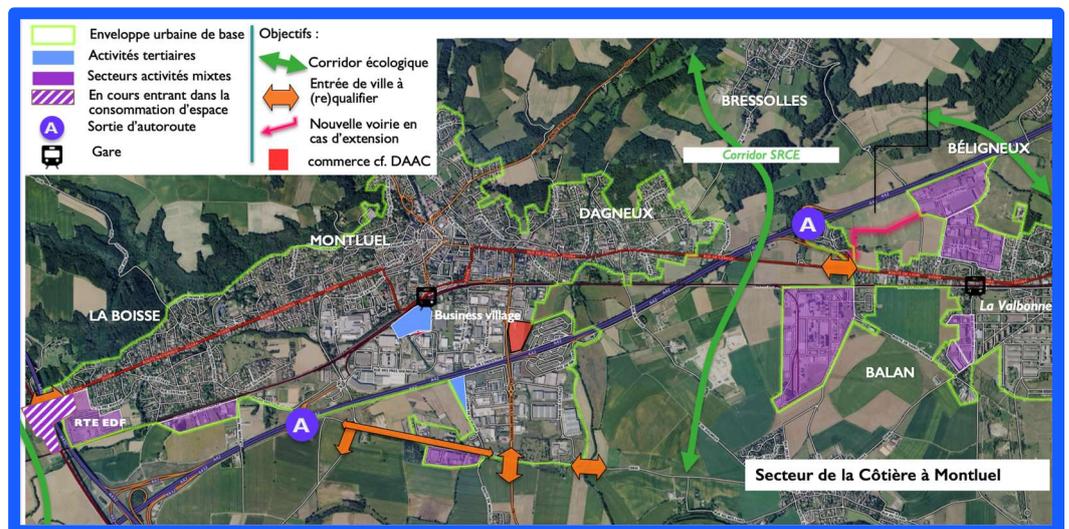
Les espaces enclavés dans l'enveloppe urbaine ainsi redéfinie auront vocation : soit à être utilisés prioritairement avant tout autre projet d'extension y compris hors échéance SCoT ; soit être valorisés comme espaces de respiration récréatifs soit comme espaces de gestion du risque inondation.

3CM : Secteur de Montluel

AVANT



APRES



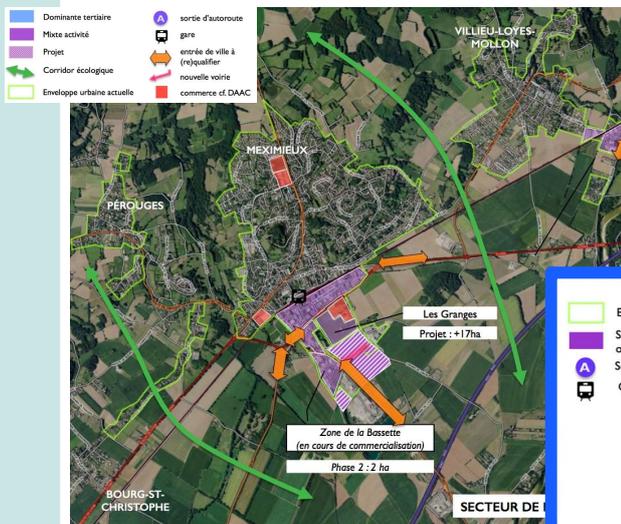
Les documents d'urbanisme mettent en œuvre la réorganisation de leur offre en utilisant le cas échéant des extensions et en confortant les vocations et objectifs légendés et/ou précisés ci-après :

- Les **évolutions** de la ZAC des 3B conforteront la vocation mixte à dominante industrielle du site.
Le développement de cette zone doit être accompagné d'une réflexion stratégique globale sur ce secteur situé entre l'échangeur d'autoroute de Balan et la gare ferroviaire de la Valbonne et déboucher sur un plan d'actions et d'aménagement intercommunal intégrant les enjeux de mobilités, de qualité, de réutilisation friche, de réorganisation foncière de gestion environnementale et énergétique, que les PLU traduiront.
- La création de la voirie nouvelle vers l'échangeur doit être l'opportunité de mieux qualifier et de donner de la lisibilité à l'entrée de ville et à la distribution des différents espaces.
- Le Parc des Viaducs dont la vocation mixte fortement tertiairisée doit être affirmée constituera une entrée de « conurbation » qualitative et « annoncée » après la séquence incluse dans la conurbation lyonnaise du secteur de Miribel.
- La **finalisation** voire l'extension éventuelle de la ZAC des Goucheronnes sur une vocation mixte devra permettre de qualifier la voirie comme entrée de ville et surtout de mieux gérer l'interface avec les espaces agricoles au travers d'une lisière éco-paysagère : **le sud de la D84 n'aura plus vocation à recevoir des extensions de l'urbanisation.**

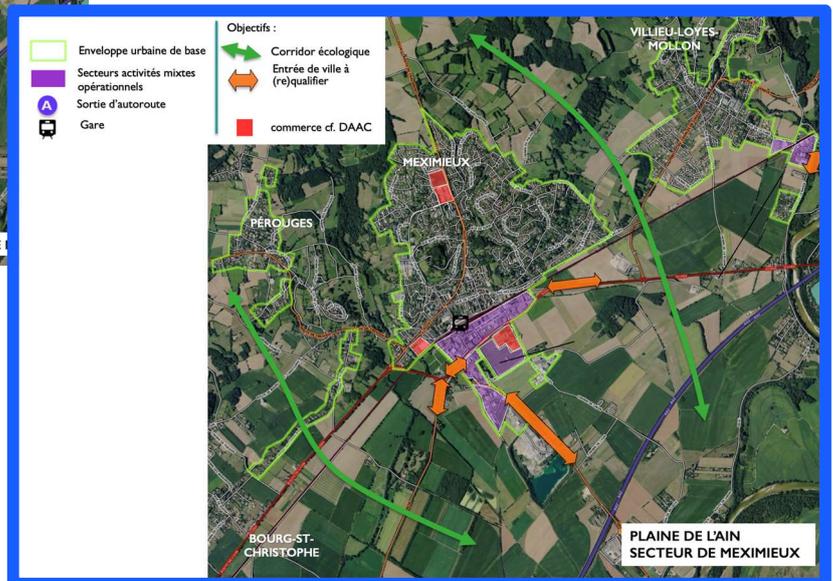
Les espaces enclavés dans l'enveloppe urbaine ainsi redéfinie auront vocation soit à être utilisés prioritairement avant tout autre projet d'extension y compris hors échéance SCOT, soit à être valorisés comme espaces de respiration récréatifs.

Plaine de l'Ain : Secteur de Meximieux

AVANT



APRES

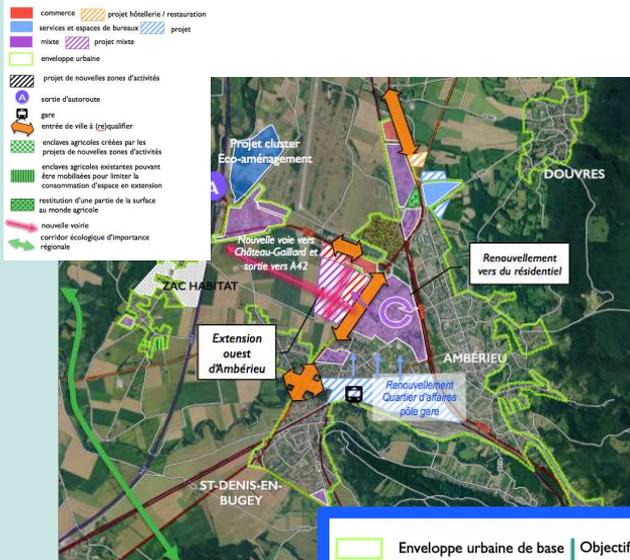


Les documents d'urbanisme mettent en œuvre la réorganisation de leur offre en utilisant le cas échéant des extensions et en confortant les vocations et objectifs légendés et/ou précisés ci-après :

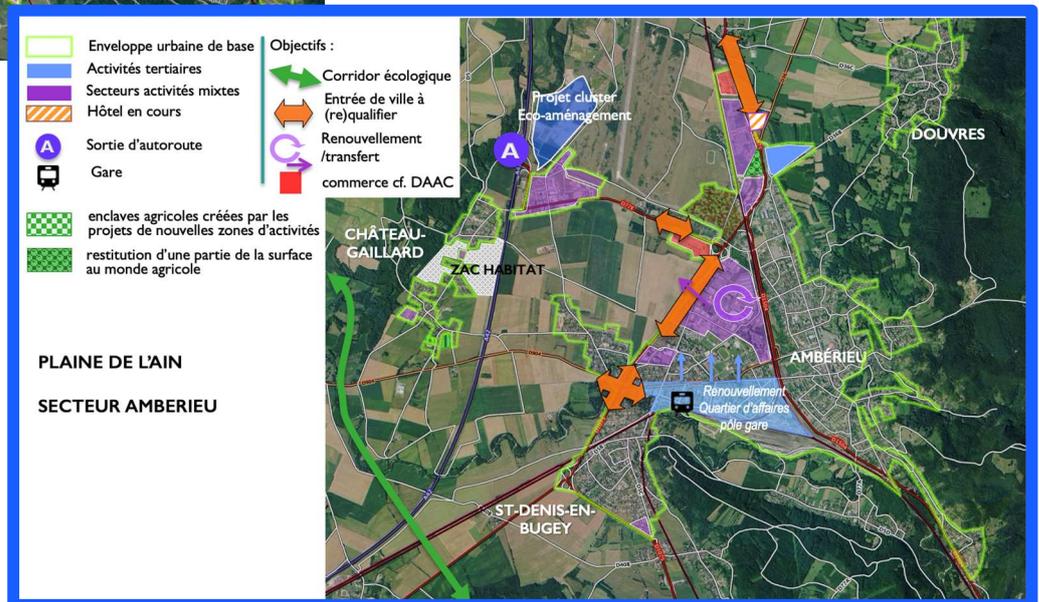
- ➔ D'éventuelles extensions des espaces d'activités au sud ~~représentent une opportunité~~ doivent permettre de requalifier et d'organiser l'espace économique mixte de Meximieux dans une enveloppe urbaine cohérente.
- ➔ Elles devront marquer la limite sud de l'urbanisation de la commune.
- ➔ Elles permettront d'aménager les entrées de ville et de gérer l'interface avec les espaces agricoles au travers d'une lisière éco-paysagère.
- ➔ Les espaces actuellement occupés au sud de la Bassette et au nord du plan d'eau ont vocation à être requalifiés en concertation avec les acteurs implantés sur ces sites.
- ➔ De manière générale, les extensions des espaces d'activités devront faire l'objet d'une étude transversale intégrant les enjeux de densité de qualité, de mobilités, de gestion environnementale.

Plaine de l'Ain : Secteur d'Ambérieu-en-Bugey

AVANT



APRES



Les documents d'urbanisme mettent en œuvre la réorganisation de leur offre économique en utilisant notamment les extensions identifiées sur la carte et en confortant les vocations et objectifs légendés et/ou précisés ci-après :

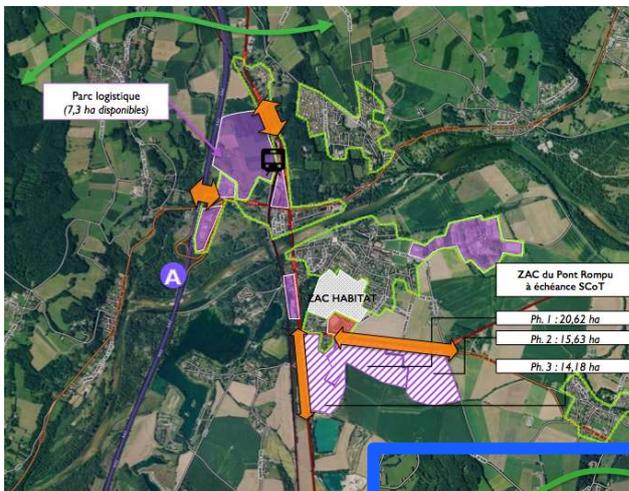
- ➔ L'extension ouest d'Ambérieu permet de développer une offre commerciale en façade répondant aux prescriptions du DAAC et une offre mixte PMI/PME artisanat
- ➔ L'extension permet de conforter la nature de boulevard urbain et d'entrée de ville de la RD 1075.
- ➔ Au-delà de cette façade une offre mixte PMI/PME artisanat est développée L'aménagement en extension est réalisé dans un cadre de qualité intégrant une interface éco paysagère, « urbaine » vers la RD, « agri-naturelle » sur les autres limites.

Cette offre a vocation à accueillir certaines des activités économiques situées dans l'enveloppe urbaine actuelle, sur des espaces amenés à se résidentialiser progressivement.

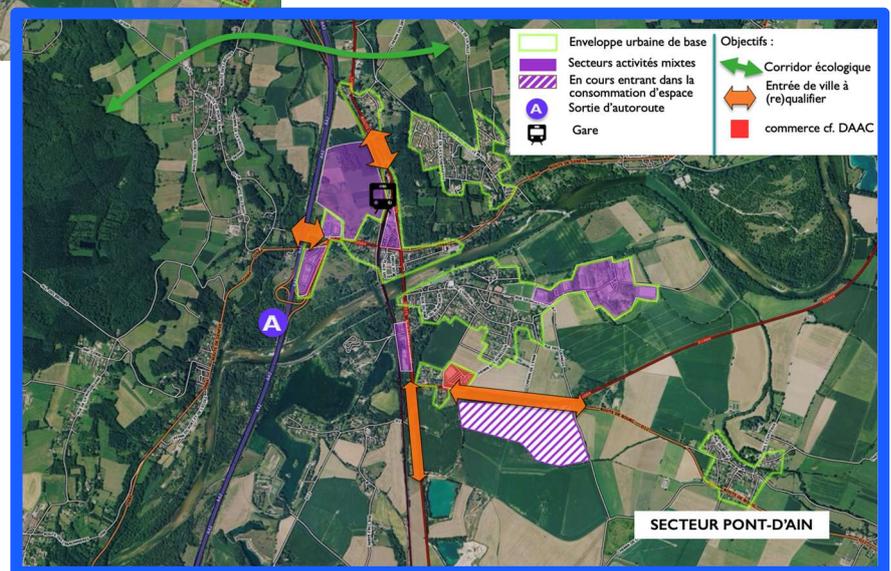
Les secteurs nord et sud de l'hôpital privé feront l'objet d'une réflexion afin de renforcer le cas échéant sur 5 hectares le pôle de services existant.

Secteur de Pont-d'Ain

AVANT



APRES



Les documents d'urbanisme mettent en œuvre les projets d'extension identifiés sur la carte en confortant les vocations et objectifs légendés et/ou précisés également ci-après :

- ➔ La ZAC du Pont-Rompu constitue un projet de long terme et phasé dans le temps limité et positionné en fonction des prescriptions du PPRI afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes face au risque inondation pour répondre à l'objectif du SCoT de renforcement de Pont-d'Ain comme entrée nord de territoire et vecteur de coopération économique avec Oyonnax, Nantua et Bourg-en-Bresse.
- ➔ Cette stratégie s'appuie sur les échanges existants entre ces villes dans les migrations domicile/travail et les évolutions des échanges d'affaires. C'est une stratégie de long terme et l'objectif de consommation d'espace doit être maîtrisé dans le temps en lien avec le rythme de commercialisation.
- ➔ A échéance SCoT, la totalité de l'opération d'aménagement sera réalisée, soit environ 50 ha, sur les communes de Pont-d'Ain (phases 1 et 2) et de Saint Jean le Vieux (phase 3). Quoi qu'il en soit, les phases 2 et 3 ne pourront être aménagées que lorsque la phase 1 sera totalement commercialisée.

Cette opération a vocation à constituer le front urbain sud de l'espace aggloméré intégrant à s'insérer grâce à une lisière éco-paysagère.

C'est également l'opportunité d'organiser l'entrée de ville et la gestion de l'interface qualitative et récréative avec la ZAC Habitat qui constitue un enjeu majeur pour le renforcement de Pont d'Ain en cohérence avec la stratégie portée par le SCoT

Modification 20 page 126 Intégration du contenu de l'ex 3.1.4 « irrigation artisanale... » dont les besoins sont gérés par les CC dans une enveloppe commune avec les parcs grand flux pour rationaliser l'offre économique, faciliter l'opérationnalité et la mise en œuvre de la séquence ERC à l'échelle PLU et Projet. A cette fin le fléchage des extension des parcs grands flux est supprimé et la consommation foncière maîtrisée dans la perspective posée par la loi Climat et Résilience.

L'irrigation artisanale

Le maintien ou l'accueil d'activités artisanales peu nuisantes à l'échelle de la commune doit être possible pour répondre aux enjeux de proximité de ces activités.

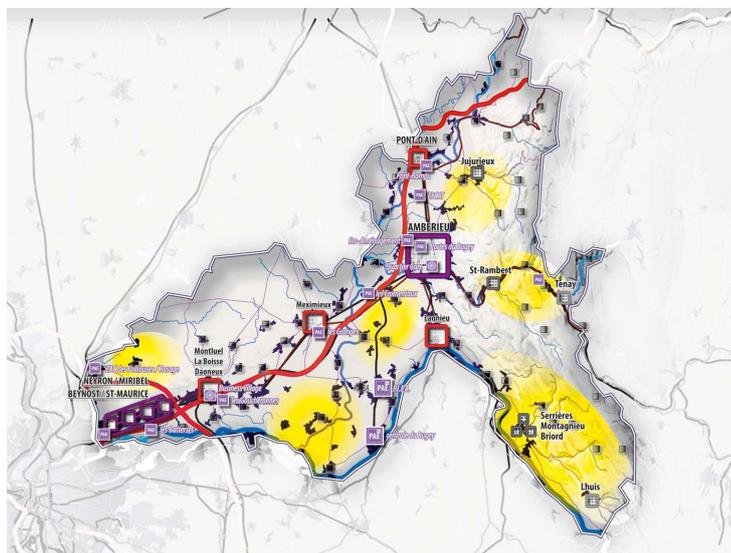
L'objectif reste toutefois de maîtriser ce développement en l'intégrant à l'espace urbain mixte ou dans un espace dédié au sein de l'enveloppe urbaine.

Il convient enfin de prévoir des espaces dédiés au développement d'entreprises isolées qu'il est nécessaire d'accompagner dans leurs besoins de modernisation et de développement lorsqu'elles peuvent le faire sur site.

Les activités plus nuisantes ou de tailles plus significatives ont vocation à s'installer dans les parcs où la qualité d'aménagement et de services (proximité de pôles relais par exemple) répondra à leurs besoins :

- Au-delà des disponibilités créées dans le cadre des actions 3.1.2 et 3.1.3 sur des secteurs mixtes ou spécialisés, il est nécessaire de prévoir des capacités pour des projets à vocation artisanale ou de petites industries dans les secteurs visés en jaune sur la carte ci-dessous en fonction des besoins.
- Notamment, le pôle « Briord, Serrières-de-Briord, Montagnieu », le secteur de Lagnieu et le secteur de Torcieu développeront chacun un projet sont des espaces privilégiés pour répondre aux besoins des territoires qu'ils irriguent des bassins de vie du territoire Rhône Chartreuse de Portes et de la Vallée de l'Albarine.
- enfin le SCoT prévoit une enveloppe globale de 15 ha dont les modalités de ventilation sont précisées dans la présente action. Ce sont des surfaces potentielles à affecter à des parcs artisanaux sous conditions de niveau de services cohérent (accès, proximité d'un pôle ou de services etc.)

Le besoin d'irrigation économique : l'implantation d'activités dans l'enveloppe urbaine peut également constituer une solution, voire parfois une obligation compte-tenu des contraintes topographiques



Les documents d'urbanisme doivent anticiper les besoins en termes d'aménagement des parcs à vocation économique au travers d'orientations d'aménagement et de programmation et/ou de plans de déplacements dans leur règlement, afin d'affirmer la qualité et la vocation des activités pouvant s'y installer.

Dans l'enveloppe urbaine

- ➔ Accroître les possibilités règlementaires et opérationnelles d'accueil et de développement des activités tertiaires et plus largement non nuisantes.
- ➔ Envisager le déploiement d'une offre immobilière répondant aux besoins de parcours résidentiel des entreprises comme les ateliers relais.
- ➔ Respecter le contexte urbain en évitant les ruptures morphologiques : localisation des stationnements, des espaces de stockage ou d'intendance, ... à l'arrière des bâtiments (de préférence) afin de créer des fronts urbains harmonieux.

- Permettre la réalisation de petits locaux d'activités (bureaux et artisanat non nuisant) au sein du tissu urbain existant (extension ou installation de l'activité du résident) : respect des morphologies (hauteurs, gabarits, volumes, ouvertures...) ou lorsque cela est possible, aspect plus contemporain (modes constructifs innovants).

En extension de l'enveloppe urbaine :

- Il s'agit de répondre aux besoins d'implantation d'artisans TPI/TPE dont la taille ou les nuisances qu'ils génèrent rendent incompatibles l'implantation dans l'enveloppe urbaine.
- Ces petits parcs complémentaires ont vocation à s'implanter :
 - soit dans les pôles notamment ceux « bourgs centre » ou « relais » qui procureront un niveau de service minimum pour accompagner les besoins des entreprises et de leurs salariés,
 - soit sur des sites concertés à l'échelle des micro-bassins de vie disposant d'accès satisfaisants et relativement proches de services.
- L'objectif n'est pas de saupoudrer une offre mais bien de constituer des sites de qualité attractifs. C'est pourquoi leur taille, leur localisation et leur implantation feront l'objet d'une concertation entre les communes, les intercommunalités et le syndicat mixte BUCOPA. Une validation de ce dernier au moment de l'élaboration du document d'urbanisme local veillera à la compatibilité avec cette stratégie mais aussi avec les autres objectifs qualitatifs du SCoT.

Le confortement des entreprises isolées

- Les documents d'urbanisme, après concertation avec les entreprises et étude des enjeux environnementaux éventuels, organisent les possibilités d'extension des entreprises implantées sur leur territoire hors parc d'activités.
- Ces extensions éventuelles doivent également être le moyen d'améliorer l'interface avec l'espace public et d'améliorer la lisibilité et la qualité paysagère.
- Il s'agira notamment de réorganiser les reculs entre espace privé et espace public pour permettre tant à la collectivité qu'à l'entreprise d'aménager ces espaces.

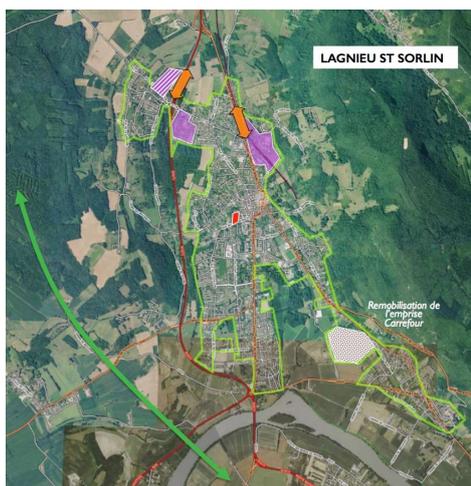
Les collectivités pourront au travers d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) revoir les conditions d'accès pour améliorer la sécurité et la lisibilité de l'espace économique.

Les projets des pôles de relai

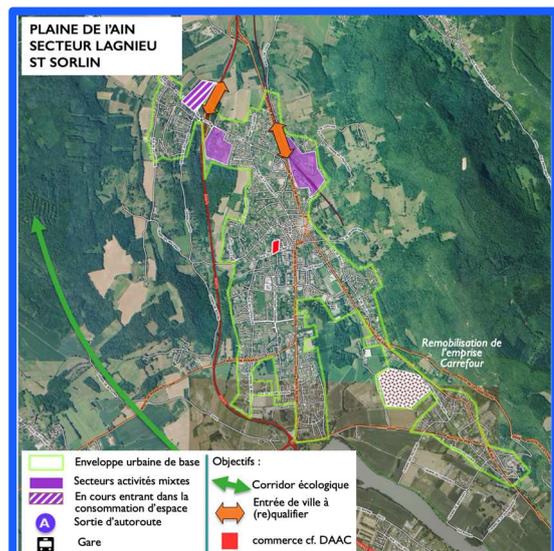
Espaces privilégiés pour répondre aux besoins des territoires de Rhône Chartreuse de Portes et de la Vallée de l'Albarine

Lagnieu, entrée du territoire de Rhône Chartreuse de Portes

AVANT



APRES

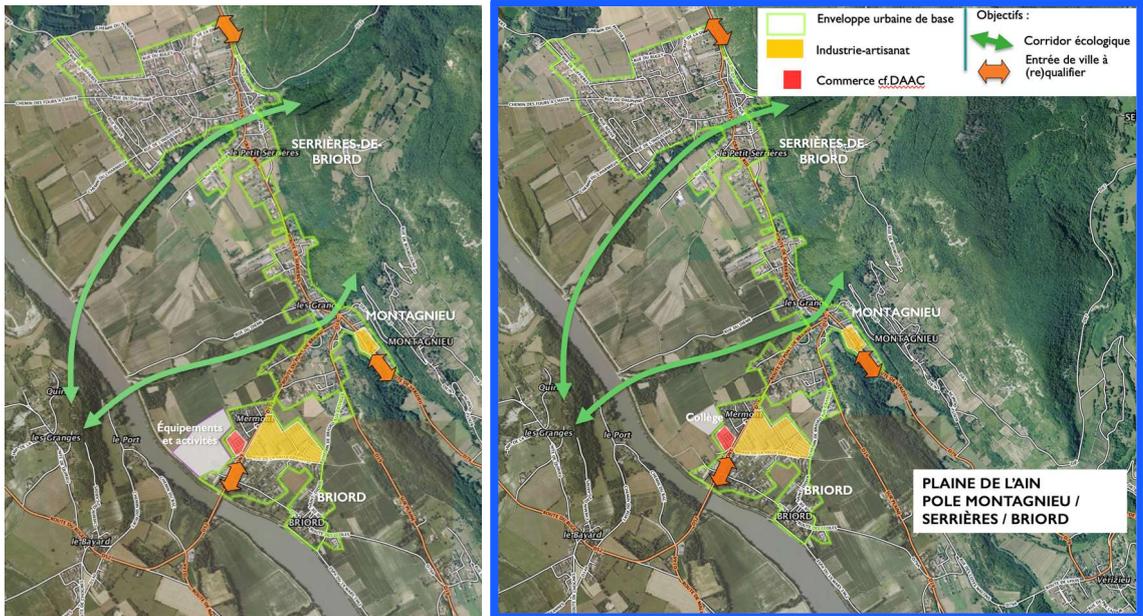


- Lagnieu a vocation à renforcer son offre économique en cohérence avec son statut de pôle secondaire et comme entrée du territoire de Rhône Chartreuse de Portes.
- Des solutions sont recherchées dans le cadre de l'enveloppe urbaine actuelle et celle que constitue la RD 1075 pour le développement d'un petit parc d'environ 5ha à vocation mixte industrielle, artisanale et de services (le Bachas).
- Une amélioration des entrées de ville et de la lisibilité des accès aux abords des espaces économiques est recherchée.

Briord, Montagnieu, pôle du territoire de Rhône Chartreuse de Portes

AVANT

APRES



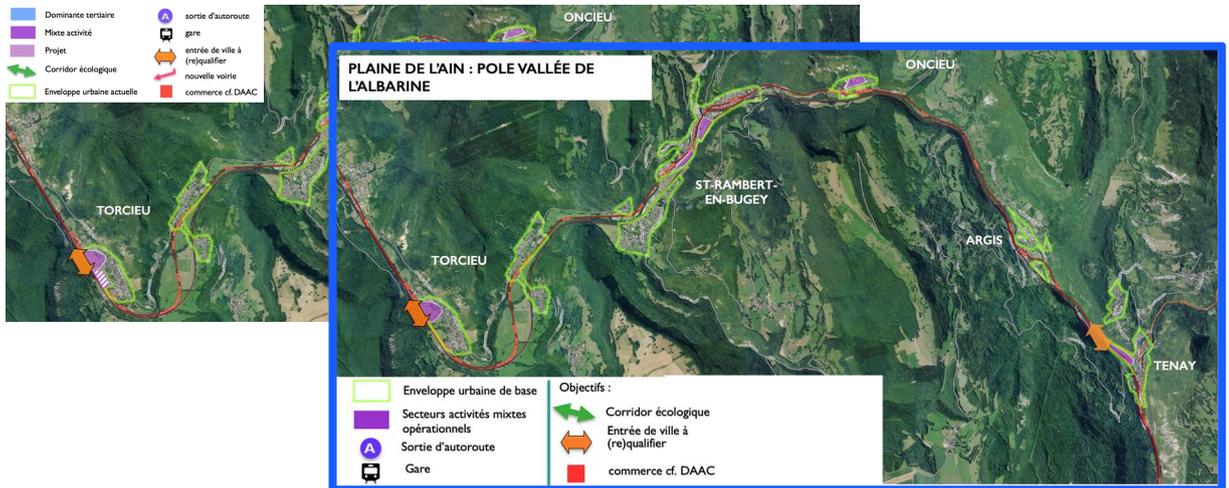
→ Ce pôle d'activités important pour le sud du territoire a vocation à se renforcer et créer les conditions de pérennisation et de développement des activités industrielles historiquement présentes à évoluer, au-delà des projets de développement économique identifiés par ailleurs.

→ Les espaces potentiels devront être étudiés et le cas échéant aménagés en prenant en compte le risque inondation et des principes du PGRI, mais aussi en veillant à la qualité des entrées de villes y compris pour les projets de renouvellement ou extension des espaces bâtis.

La Vallée de l'Albarine et Torcieu

AVANT

APRES



→ Pour l'accueil d'entreprises, des solutions sont recherchées dans le cadre des enveloppes urbaines actuelle et celle que pourrait constituer et/ou aux abords de la RD 1504.

- Une amélioration des entrées de ville et de la lisibilité des accès aux abords des espaces économiques est recherchée.

→ Cet espace a également vocation à organiser une coopération avec le Pôle Bois de Cormaranche-en-Bugey sur le plateau de Hauteville.

- Torcieu, plus proche des accès routiers et autoroutiers, pourrait développer une offre économique qui pourrait et notamment permettre l'implantation d'une plate-forme pour la filière bois. Toutefois le site de Torcieu étant situé sur un secteur aux risques d'inondation avérés, la réalisation de ce projet devra être conditionnée à la réalisation d'ouvrages de protection et de vidange en cas d'inondation à condition d'être compatibles avec le PGRI.

Suppression du paragraphe intégré plus haut

Un potentiel pour le développement artisanal

- Le SCoT se dote d'une enveloppe de 15 ha afin de répondre aux besoins d'implantation d'artisans TPI/TPE dont la taille ou les nuisances qu'ils génèrent rend incompatible l'implantation dans l'enveloppe urbaine.
- Ces petits parcs complémentaires ont vocation à s'implanter :
 - soit dans les pôles notamment ceux « bourgs centre » ou « relais » non concernés par les projets définis ci-avant qui procureront un niveau de service minimum pour accompagner les besoins des entreprises et de leurs salariés,
 - soit sur des sites concertés à l'échelle des micro-bassins de vie disposant d'accès satisfaisants et relativement proches de services.
- L'objectif n'est pas de saupoudrer une offre mais bien de constituer des sites de qualité attractifs. C'est pourquoi leur taille, leur localisation et leur implantation feront l'objet d'une concertation entre les communes, les intercommunalités et le syndicat mixte BUCOPA. Une validation de ce dernier au moment de l'élaboration du document d'urbanisme local veillera à la compatibilité avec cette stratégie mais aussi avec les autres objectifs qualitatifs du SCoT.

Les collectivités s'appuient sur ces prescriptions pour organiser leur développement économique intégrant parcs grand flux, irrigation artisanale et gestion des entreprises isolées.

La capacité foncière des collectivités est encadrée par

- Les surfaces maximales allouées par CC dans le tableau ci-dessous
- L'enveloppe urbaine figurant sur les cartes et qui constitue la base pour la consommation d'espace.

AVANT

programmation du SCoT Action 4	Projets identifiés dans l'enveloppe urbaine	projet en extension de l'enveloppe urbaine à échéance SCoT	consommation foncière comptabilisée pour le SCoT
Secteurs de projet			
Torcieu	0	10	10
Lagnieu	6	6	6
enveloppe pour les parcs artisanaux complémentaires	0	15	15
enveloppe pour le confortement des entreprises isolées	0	8	8
développement de l'artisanat dans les enveloppes urbaines	15	4	4
Briord	0	5	5
Total	21	48	48

programmation du SCoT Action 3	Disponibilités dans les parcs ou réalisées récemment	Projets identifiés dans l'enveloppe urbaine	dominante des projets en extension de l'enveloppe urbaine			consommation foncière comptabilisée pour le SCoT	projet en extension de l'enveloppe urbaine au-delà de l'échéance SCoT
			mixte fortement tertiairisé	mixte industriel artisanal tertiaire	commerce		
Secteurs de projet							
Miribel	14	6	14		20	34	
Côtière	36	6	10	20	2	32	
Meximieux	10	0	0	15+2	0	17	
Ambérieu	0	quartier d'affaire	5	29	17	51	30
Pont-d'Ain	7,3	0	0	50	0	50	
Total	67,3	12	29	116	39	184	30

Soit un total de 184 + 48 = 232 ha

APRES

programmation du SCoT	Disponibilités dans les parcs ou réalisées récemment	Projets identifiés dans l'enveloppe urbaine	conso maxi en extension de l'enveloppe urbaine			consommation foncière comptabilisée pour le SCoT	projet en extension de l'enveloppe urbaine au-delà de l'échéance SCoT
			mixte fortement tertiairisé	mixte industriel artisanal tertiaire	commerce		
Secteurs de projet							
CC MIRIBEL	14	6	14			14	
CC COTIERE	36	6	10	20	2	32	
CC PLAINE DE L'AIN	10	quartier d'affaire amérieu	5	30	9	44	30
CC PONT d'AIN	7,3	0	0	38	0	38	
Total	67,3	12	29	88	11	128	30

TOTAL PROGRAMMATION ECONOMIQUE

AVANT

programmation du SCoT	dans l'enveloppe urbaine	consommation foncière comptabilisée pour le SCoT	projet en extension de l'enveloppe urbaine au-delà de l'échéance SCoT
Action 2 : Pôles spécialisés	113	210	228
Action 3 : Réorganisation Développement des espaces économiques grands flux	67,3	184	30
Action 4 : Irrigation économique	21	48	0
Total	201,3	442	258

APRES

programmation du SCoT	dans l'enveloppe urbaine	consommation foncière comptabilisée pour le SCoT	projet en extension de l'enveloppe urbaine au-delà de l'échéance SCoT
Pôles spécialisés	113	323	228
Faciliter l'irrigation économique du territoire en anticipant sur les besoins de l'éco système industriel notamment liés aux axes de grand flux mais aussi à ceux de l'artisanat	67,3	128	30
Total	180,3	451	258

.../...

M21 : Modification page 133 pour renforcer les prescriptions en matière de production d'énergie renouvelable au sein des parcs et pour la désimperméabilisation

La qualité environnementale

Les documents d'urbanisme veilleront à :

- Prévoir une gestion intégrée des eaux pluviales en minimisant les rejets dans les milieux,
- Favoriser l'infiltration des eaux de pluie lorsque le sol le permet par une gestion hydraulique douce, notamment en limitant l'imperméabilisation des sols,
- **Fixer des coefficients de biotope ou surfaces éco-aménageables entre 15 et 30% des espaces non construits et rechercher la perméabilité des surfaces de stationnement ou de circulation (chaussées drainantes) le cas échéant et sous réserves de dispositifs permettant de maîtriser les pollutions diffuses,**
 - **La perméabilité des espaces de stationnement voire de certaines chaussées a vocation à être plus systématique dans les zones commerciales tandis que pour les zones industrielles et logistiques les circulations et stationnements « camions » impliquent des chaussées lourdes et une gestion plus exigeante des rejets hydrocarbures. En revanche les règles de recul et de sécurité générées par les prescriptions installations classées permettent de gérer les surfaces impactées dans un double objectif de limitation de l'imperméabilisation, développement de la biodiversité et production d'énergie.**
- Contribuer à l'adaptation au changement climatique par la production d'énergie renouvelable :
 - L'implantation et l'orientation des bâtiments intègrent des principes bioclimatiques (exposition au soleil, minimisation des enveloppes en contact avec l'extérieur, ...)
 - L'utilisation des toitures des bâtiments de grande emprise ou des espaces de stationnement pour la production d'énergie solaire est favorisée,
 - **L'utilisation des espaces délaissés non constructibles et/ou sans usages acceptables, et si possible désimperméabilisés pour du photovoltaïque au sol le cas échéant.**
 - Les mobilités sont optimisées,
 - La végétalisation des parcs est soutenue à travers la plantation des espaces publics (alignements arborés...), des limites parcellaires, des espaces non bâtis (stationnements par exemple) et des bâtiments (murs et toitures végétalisés). Les plantations sont diversifiées tant par leurs rythmes d'implantation, que par leurs essences, tailles, densités foliaires, tonalités et cycles végétatifs. Cette disposition n'a pas pour but d'augmenter l'espace consommé mais de gérer l'espace non construit nécessaire pour gérer les besoins de fonctionnement du parc.

Concernant les parcs existants, les collectivités mettent en place les actions suivantes :

- **Accompagner des opérateurs pour trouver dans les parcs d'activités des solutions d'implantation photovoltaïque sur toiture en mobilisant plusieurs bâtiments (et propriétaires) pour dégager des surfaces permettant d'atteindre une bonne rentabilité de production**
- **Rendre possible dans les documents d'urbanisme les possibilités d'implantations photovoltaïques sur des espaces délaissés non constructibles et/ou sans usages acceptables, et si possible désimperméabilisés**
 - **Par exemple des terrains neutralisés par des PPRT (par exemple sur le PIPA)**
- **Mener des actions de requalification pour désimperméabiliser certains espaces tant publics que privés et chercher à atteindre les coefficients éco-aménageables ou de biodiversité, fixés dans les PLU (cf. ci-dessus).**

.../...

3.3. Développer la valorisation et l'innovation pour l'exploitation des ressources naturelles

.../...

Page 140 : 3.3.1 : Valoriser durablement des ressources du sous-sol

.../...

M22 : Modification pages 140 et 141 pour renforcer les prescriptions en matière de lien entre grands projets et valorisation et innovation pour l'exploitation des ressources naturelles

- Le développement des exploitations actuelles et futures doit prendre en compte des objectifs de valorisation sur le territoire et/ou de mise en œuvre de transports alternatifs aux camions,
- De même, pour les grands projets, l'utilisation des ressources locales devra être systématiquement recherchée pour les usages compatibles avec le projet,

.../...

En complément de la ressource en granulats, épuisable, les acteurs du BUCOPA :

- ➔ Valorisent le gisement de matériaux de substitution, les matériaux recyclés, les déchets inertes du BTP, déchets ménagers.
- ➔ Soutiennent les démarches d'écoconstruction et l'utilisation du matériau « bois » pour la construction.
- ➔ Participent à la recherche au développement et le cas échéant à la mise en œuvre de projets de déconstruction d'installation nucléaire pour renforcer innovation et savoirs faire dans cette filière.

.../...

Page 142 : 3.3.2 : Relever le défi du changement climatique en matière de gestion énergétique et de production d'énergies renouvelables

M23 : Modification page 143 pour renforcer les prescriptions en matière de production d'énergie à l'échelle de l'îlot ou du bâti

.../...

La production d'énergie à l'échelle du bâti

Les documents d'urbanisme locaux favorisent le développement des énergies renouvelables et de récupération (ENR&R) pour la production à l'échelle du bâti ou de l'îlot (opération) :

- L'intégration paysagère du solaire thermique ou du photovoltaïque est organisée en fonction des enjeux paysagers pour faciliter l'implantation des dispositifs de manière proportionnée aux enjeux,
- Les exploitations agricoles pourront développer des unités de méthanisation individuelles ou collectives permettant la production d'énergie dans les infrastructures existantes,
- L'utilisation des toitures de bâtiments industriels, commerciaux ou agricoles est favorisée pour les dispositifs de production d'énergie,

Toutefois, cette action ne doit pas aboutir à la création de bâtiment dont l'objet essentiel serait de créer une ferme photovoltaïque en espace agricole.

- Les espaces regroupant soit des activités économiques, soit des équipements font l'objet d'une étude énergétique au moment de leur conception afin d'évaluer la possibilité de constituer des fermes en associant les toitures et ombrières afin d'atteindre des tailles significatives permettant de dépasser la production en autoconsommation.
- Les collectivités facilitent également cette démarche pour des espaces existants notamment dans le cadre des requalifications des zones économiques mais aussi pour les espaces accueillant des équipements.
- Les ENR&R constituent un objectif dans la programmation des orientations d'aménagement et de programmation des documents d'urbanisme locaux en prenant en compte les spécificités des opérations.

RECOMMANDATION : Étudier le potentiel développement de l'éclairage public solaire ou éolien:

~~Intégrer le cas échéant des dispositifs mutualisés de production d'énergie (chaufferie bois notamment) dans les opérations d'aménagement.~~

- Prévoir et organiser le développement de l'éclairage public solaire ou basse consommation d'énergie lorsque le solaire est inadapté à la fois,
 - Dans les nouvelles opérations au travers du règlement ou des OAP,
 - Et systématiquement lors des changements ou renouvellements de matériel par les collectivités.

La production d'énergie à l'échelle de l'îlot ou du bâti

Les documents d'urbanisme locaux favorisent le développement des énergies renouvelables et de récupération (ENR&R) pour la production à l'échelle du bâti ou de l'îlot (opération) :

- En organisant l'intégration paysagère du solaire thermique ou du photovoltaïque en fonction des enjeux paysagers pour faciliter l'implantation des dispositifs de manière proportionnée aux enjeux, et en dérogeant aux règles concernant l'aspect extérieur des bâtiments ou des toitures pour favoriser l'insertion des dispositifs de production d'énergies renouvelables,
- En prescrivant la production minimale d'énergies renouvelables sur les constructions dans le cadre notamment de L.151-21 du code de l'urbanisme).
- En utilisant les outils tels que des autorisations de dépassement de la hauteur maximale des constructions en contrepartie de l'installation d'équipements d'énergies renouvelables
- En autorisant les exploitations agricoles à développer des unités de méthanisation individuelles ou collectives permettant la production d'énergie dans les infrastructures existantes,
- En prévoyant l'utilisation des toitures de bâtiments industriels, commerciaux ou agricoles pour les dispositifs de production d'énergie dans une perspective d'autoconsommation,
- En prévoyant également la possibilité d'aller au-delà de l'autoconsommation avec la possibilité de constituer des fermes en associant les toitures et ombrières sur des espaces regroupant soit des activités économiques, soit des équipements afin d'atteindre des tailles significatives.
- En mettant également en œuvre cette démarche pour des espaces existants notamment dans le cadre des requalifications des zones économiques mais aussi pour les espaces accueillant des équipements.
- Les ENR&R constituent un objectif dans la programmation des orientations d'aménagement et de programmation des documents d'urbanisme locaux en prenant en compte les spécificités des opérations.
- En prévoyant et en organisant le développement de l'éclairage public solaire ou basse consommation d'énergie lorsque le solaire est inadapté à la fois,
 - Dans les nouvelles opérations au travers du règlement ou des OAP,
 - Et systématiquement lors des changements ou renouvellements de matériel par les collectivités.

Pour tous les nouveaux projets résidentiels ou mixtes, les documents d'urbanisme mettent en œuvre des obligations de gestion énergétique :

- Soit de production d'énergie solaire thermique et/ou photovoltaïque sur toiture
- Soit de desserte par extension de réseau de chaleur lorsqu'il existe
- Soit par création d'un réseau de chaleur lorsque la présence proche d'un gisement géothermique, ou d'équipement de biogaz ou d'une source génératrice de chaleur fatale, favorise sa faisabilité et sa rentabilité,
- Soit tout autre dispositif de production d'énergie renouvelable.

Ces dispositions s'appliquent directement aux opérations de plus de 5 000 m² de surface de plancher

.../...

Le mix énergétique à développer et les implantations d'équipements associés

.../...

M24 : Modification page 144 pour adapter les prescriptions en matière de production d'énergie aux conditions de la PPE pour le solaire en cohérence avec la préservation des espaces agricoles

Energie solaire

- ➔ A l'échelle bâtie les toitures photovoltaïques et le solaire thermique sont systématiquement envisagés dans les conditions fixées par l'objectif ci avant.
- ➔ Les fermes photovoltaïques sont interdites sur l'espace agricole productif
- ➔ Elles peuvent être réalisées dans des espaces de friches totalement ou partiellement imperméabilisées n'ayant pas vocation à retourner à l'agriculture.
- ➔ Dans le tissu urbain comme dans les projets en extension, les ombrières équipées de dispositifs photovoltaïques sont favorisées dans les espaces de stationnement sous réserves d'autres enjeux (qualité du paysage urbain de proximité, dispositifs de production d'énergie alternatifs, ou besoins de végétalisation non compatibles dans le cadre du renforcement de la nature en ville)
- ➔ En revanche, l'installation des panneaux photovoltaïques sera encouragée sur les toits des bâtiments agricoles. sous réserve d'un objet agricole réel.

.../...

Bois énergie

- Mettre en œuvre une démarche de coopération de valorisation des ENR&R avec les territoires voisins (SCoT du Bugey) en prenant appui sur le Pôle Bois de Cormaranche-en-Bugey pour développer une filière bois énergie :
- Mobiliser l'ensemble des acteurs de la filière bois et favoriser des solutions économiques autonomes pour l'exploitation du bois en partenariat avec les agriculteurs propriétaires d'espaces sujets à l'enfrichement. Il s'agit d'affirmer le développement d'une filière bois énergie locale qui se construira autour du potentiel de gisement, d'une exploitation durable et de débouchés locaux. Cette filière bois énergie doit se faire en complémentarité d'une filière bois d'œuvre qui pourrait également se développer.
- Affirmer le développement d'une filière bois-énergie locale. L'importante disponibilité en bois du territoire, notamment au sein des réservoirs de biodiversité boisés constitue une ressource à mobiliser fortement. Le développement de la filière bois-énergie doit se faire en complémentarité de la filière bois d'œuvre également importante pour le territoire. L'exploitation de cette ressource doit cependant se faire en veillant aux capacités de régénération des forêts, à leur intérêt écologique et paysager
- **Encourager l'implantation d'équipements** (plateforme de séchage, transformation conditionnement etc.) **sur les zones d'activités intercommunales** et pour des installations importantes dans le PIPA.
- Étudier les opportunités de production de biogaz à partir du bois.
- Développer les Plans d'Approvisionnement Territoriaux (PAT) en bois-énergie. Le SCoT recommande la structuration de Plans d'Approvisionnement Territoriaux (PAT) à l'échelle des EPCI permettant d'organiser l'approvisionnement en bois-énergie. Les PAT sont des outils d'aide à la décision mis à disposition des territoires afin de faciliter et développer un approvisionnement local en bois énergie et en bois d'œuvre. Ils se composent d'un diagnostic pour l'approvisionnement en bois du territoire comprenant les estimations de consommation et les volumes de bois disponibles. Le coût de mobilisation de la plaquette forestière (déchets issus du travail du bois) est estimé ainsi que l'ensemble des équipements nécessaires à l'accessibilité et à la mobilisation de la ressource. Une labélisation de la production de bois locale est également encouragée dans le but de valoriser la ressource produite localement.
- Favoriser l'économie circulaire en valorisant les déchets de la filière bois
- Dans une optique de valorisation des déchets issus du travail du bois d'œuvre, de l'entretien des forêts et espaces verts (en lien avec la préservation des incendies), le SCoT propose de les réinvestir en bois-énergie

Energie issue de la bio masse, de la géothermie et de la chaleur fatale

- Développer des unités de méthanisation adaptées au territoire en favorisant le développement d'une filière bio gaz locale. Le biogaz ou bio méthane, issu d'un processus de fermentation de matières organiques animales et/ou végétales, peut, une fois épuré, être injecté dans le réseau de gaz naturel pour des usages identiques (chauffage, eau chaude, carburant).
- Le SCoT favorise l'installation d'unités de biogaz permettant ainsi de renforcer la part de production d'énergies renouvelables en lien avec le réseau gaz.
- Il favorise la création d'unités de méthanisation en autoconsommation au sein des exploitations agricoles, en continuité du bâti existant en garantissant une bonne intégration paysagère.
- Développer localement la géothermie sur nappe notamment pour les opérations de logements collectifs.
- Développer l'utilisation de la chaleur fatale : La chaleur fatale est la chaleur « perdue » par un process industriel qui dégage une énergie thermique. Il peut s'agir, par exemple, de fumées issues de combustion, d'eaux de refroidissement, de vapeurs, de buées, d'air de conditionnement... Hors industrie, par exemple des DATA CENTER constituent des sources également intéressantes de chaleur fatale. De manière générale, plus la température est élevée, plus la réutilisation est facile. La chaleur peut être récupérée à partir d'une vingtaine de degrés et peut s'élever jusqu'à 150 degrés et plus. Une fois récupérée, la chaleur peut être réinjectée dans un autre process, sous forme de vapeur (souvent pour les usages industriels) ou sous forme d'eau chaude, notamment pour les réseaux de chaleur.

3.5. Encadrer le développement commercial dans le BUCOPA

.../...

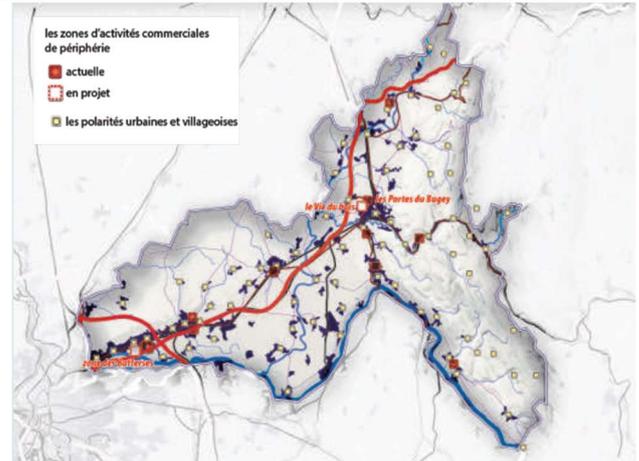
M25 : Modifications pages 168, 169,175, 176,191 pour supprimer l'extension des Batterses à Beynost (enjeu inondation) et réduire la surface de la zone portes du Bugey à Ambérieu dans le DAAC (enjeu maîtrise du foncier et adaptation au projet Loi Climat),

Déterminer les localisations préférentielles

- Les secteurs commerciaux de périphérie :
 - > Existant : ce sont les espaces composés de plusieurs grandes surfaces commerciales, et situés à l'extérieur des centralités urbaines et des quartiers. Ces espaces sont pour la plupart implantés en limite de l'enveloppe urbaine et sont animés d'un fonctionnement autonome. Le SCoT entend renforcer leur attractivité en confortant, dynamisant et requalifiant leurs offres respectives.
 - > En projet.

La zone des Batterses (existant et projet) à Beynost, la zone des portes du Bugey et la vie du Bois à Ambérieu-en-Bugey.

La carte page 169 est supprimée
(pas lisible et sans enjeu au regard du texte)



.../...

Page 170 : 3.5.3 : Concentrer et diversifier l'offre commerciale dans les pôles existants

.../...

Page 175 Ajuster le dimensionnement des projets aux fonctions commerciales

.../...

- Les pôles relais et de bassin de vie seront en mesure de s'étendre, dans les conditions précisées précédemment, afin de permettre une diversification sur des activités répondant à la vocation de chacun de ces pôles et ne dépassant pas les seuils de m² de surface de vente définis ci-après. Les zones commerciales de périphérie du secteur de Miribel pourront s'étendre sur une emprise foncière maximale de 22 ha à horizon 2030.
- Le pôle majeur d'Ambérieu en Bugey pourra également s'étendre sur une emprise foncière maximale de 9 ha à horizon 2030 afin d'accueillir de nouvelles implantations commerciales en lien avec sa vocation définie précédemment.
- Le pôle majeur de Beynost devra faire l'objet d'une reconfiguration importante pour faire face aux enjeux d'attractivité renouvelée de la zone commerciale des Batterses. Cette reconfiguration de la zone existante est la condition sine qua non à son extension est. Cette opération d'aménagement d'ampleur sera l'occasion de travailler la qualité des espaces de circulation et des entrées de ville (en façade de la RD61B et de l'A42), mais aussi d'organiser mieux les transitions entre les espaces agricoles et urbains, entre zone commerciale, zone résidentielle et zone d'activités.

.../...

AVANT

APRES

Niveaux de fonction commerciales		communale et de quartier	relais	bassin de vie	majeure (secteurs périphériques identifiés dans le DAAC)
surfaces de vente minimale des commerces	tous achats				300 m ² (hors surface de vente liée à l'activité artisanale de production)
surface de vente couvert maximale des commerces	achats quotidiens	Pas de plafond de surface			
	achats hebdomadaires	300 m ²	2 000 m ²	2 500 m ²	pas de création nouvelle, seulement extension limitée ou transfert
	achats occasionnels légers et achats occasionnels lourds		1 500 m ²	2 000 m ²	pas de plafond de surface
	achats exceptionnels			500 m ²	pas de plafond de surface
Emprise foncière maximale des extensions de polarités (à horizon 2030)					17 ha à Ambérieu 22 ha à Beynost (zone des Batterses)

Niveaux de fonction commerciales		communale et de quartier	relais	bassin de vie	majeure (secteurs périphériques identifiés dans le DAAC)
surfaces de vente minimale des commerces	tous achats				300 m ² (hors surface de vente liée à l'activité artisanale de production)
surface de vente couvert maximale des commerces	achats quotidiens	Pas de plafond de surface			
	achats hebdomadaires	300 m ²	2 000 m ²	2 500 m ²	pas de création nouvelle, seulement extension limitée ou transfert
	achats occasionnels légers et achats occasionnels lourds		1 500 m ²	2 000 m ²	pas de plafond de surface
	achats exceptionnels			500 m ²	pas de plafond de surface
Emprise foncière maximale des extensions de polarités (à horizon 2030)					9 ha à Ambérieu

Page 176 : 3.5.4 : DAAC

.../...

Page 191 : Zone des Batterses à Beynost

AVANT



APRES



Typologie de localisation préférentielle

- Secteur commercial de périphérie.

Vocation commerciale

- Achats occasionnels légers et lourds, achats exceptionnels, avec possibilité de transfert des activités commerciales existantes depuis la zone des Batterses existant sur son extension.
- Commerces ≥ 300 m² de surface de vente.

Orientations d'aménagement

- Conditionner l'aménagement de l'extension de la zone commerciale à la réorganisation/reconfiguration de Réorganiser, requalifier et reconfigurer la zone existante.

Prescriptions et conditions d'implantation

- Intégrer les nouvelles implantations commerciales dans ce secteur à travers une opération d'aménagement d'ensemble, afin :
 - d'améliorer le fonctionnement interne de la zone :

- desserte des unités commerciales, espaces de stationnement partagés,
- de travail sur la qualité des espaces communs (végétalisation, charte enseigne, matériaux utilisés, ...)
- de sécuriser ses accès depuis les axes routiers,
- mettre en œuvre le renouvellement / la restructuration des unités et ensembles commerciaux anciens ~~lors de la réalisation d'un nouveau développement en extension.~~
-
- Accroître son accessibilité modes doux (depuis les zones d'activités situées à l'ouest et au nord) et en transports collectifs.
- Favoriser les formes urbaines commerciales compactes et optimiser les espaces de stationnement.
- ~~Actuellement, ce secteur d'extension se trouve en grande partie en zone rouge du PPRI. L'urbanisation de celui-ci est donc conditionnée à la levée ou à l'aménagement de cette servitude.~~